



IDÉES

Une université dans la ville
et pour la ville

Page C 5

PHILOSOPHIE

Teilhard de Chardin
craignait YouTube

Page C 6

CAHIER
C

PERSPECTIVES



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

La grande ville balkanisée

Le départ de Benoit Labonté du parti de Gérald Tremblay illustre un profond malaise

Les effets de toge de Benoit Labonté annoncent un nouveau cycle de mouvement politique sur la scène municipale montréalaise. Mais surtout, cette démission, stimulée par un sursaut de leadership de Gérald Tremblay, ajoute au portrait déjà peu reluisant d'une grande ville emberlificotée dans des structures démocratiques et administratives trop étroites.

KATHLEEN LÉVESQUE

Il est des situations qui forcent à une véritable remise en question. Gérald Tremblay monte le ton, Benoit Labonté claqué la porte. Ce brouhaha est l'illustration d'un mal plus profond. En démissionnant lundi dernier du parti de Gérald Tremblay, Benoit Labonté n'a pas seulement engagé les hostilités pour conquérir la mairie de Montréal, il a aussi apporté sa contribution à un processus plus vaste de déconstruction de Montréal.

Dans la foulée des fusions, défusions, décentralisation et agglomération, la métropole en est venue à échapper à toute cohérence politique. Montréal n'a pas un porte-parole unique, il en a autant qu'il y a d'arrondissements et de structures suprarégionales. Les promoteurs immobiliers, les «développeurs» et autres partenaires privés et publics de Montréal s'arrachent les cheveux pour savoir qui parle au nom de Montréal.

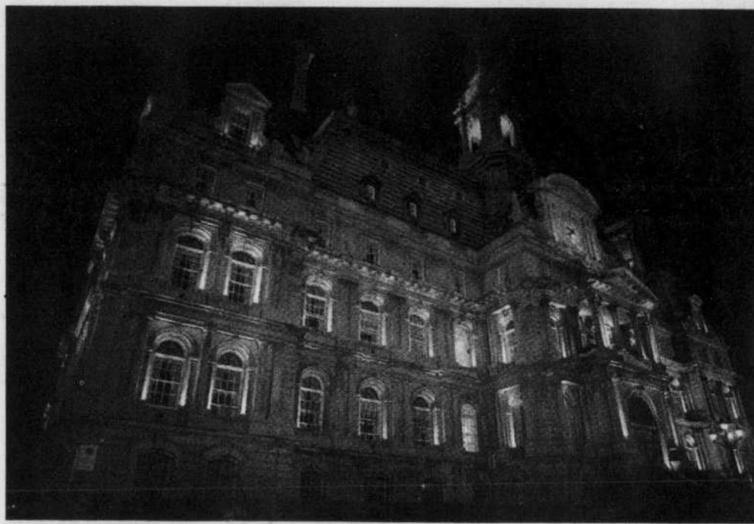
Les événements politiques récents braquent les projecteurs sur une catastrophe annoncée, soutient Gérard Beaudet de l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal. «On constate d'une part que les conseils d'arrondissement démultipliés, ça balkanise la ville. Et d'autre part, quand on a d'aussi petits conseils, les power trips sont fréquents. Il suffit d'un membre qui vire capot pour tout déstabiliser», fait valoir M. Beaudet.

Et pendant que Montréal patauge et s'embourbe, personne ne s'occupe de propulser la ville à l'échelle canadienne et outre-frontières, là où une métropole a un rôle moteur à jouer pour tout le Québec, fait valoir le professeur. Selon lui, Montréal vit aujourd'hui l'échec des exercices cosmétiques qui se sont succédé depuis 40 ans.

Incohérence

La vision des années 1960 où l'on entrevoyait le développement de Montréal bien au-delà de l'île s'est limitée à la création, en 1970, de la Communauté urbaine de Montréal (CUM). Puis, au fil des décennies, se sont enchaînées les études qui ont parfois abouti à des changements et des réformes épaississant toujours la problématique montréalaise plutôt que de la résoudre. Pour Gérard Beaudet, il est clair que Montréal est coincé dans des montagnes russes depuis l'ère Drapeau et n'arrive pas à stabiliser sa position.

Les décisions des dernières années des gouvernements péquiste et libéral ont fait exploser la poudrière qu'est devenu Montréal. Et la bouscu-



La bataille pour la conquête de l'Hôtel de ville est commencée.

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

lade politique des derniers jours n'est que le reflet de l'incapacité de l'État et de toute la société québécoise à soutenir la métropole, croit-il.

«On a tout fait à Québec pour que la situation en vienne là parce qu'on a peur de Montréal et on ne veut surtout pas qu'un pouvoir métropolitain consistant émerge. Et quand on voit que les partis politiques font tout pour gagner les élections en achetant la paix avec les régions et la banlieue, ce n'est pas très rassurant», soutient Gérard Beaudet.

Le clivage entre Montréal et le reste du Québec, qui a pris une nouvelle dimension notamment à la lumière de la commission Bouchard-Taylor sur les accommodements raisonnables, pourrait accentuer le manque d'intérêt de l'ensemble des parlementaires pour la cause de Montréal. Et cela s'ajoute au statut précaire du gouvernement de Jean Charest.

«Montréal, c'est la ville de l'autre. Collectivement, on est incapable d'assumer la métropole. Le Québec n'a jamais été capable de prendre la relève du Canada, qui a balancé Montréal au profit de Toronto», analyse M. Beaudet.

Aux yeux de Luc-Normand Tellier, professeur au département d'études urbaines et touristiques de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), le maire Gérald Tremblay porte aussi une large part de responsabilité quant à la spirale dans laquelle se retrouve Montréal. Après tout, c'est M. Tremblay qui a convaincu le gouvernement du

Québec d'accélérer la décentralisation de Montréal en créant une multitude de mairies d'arrondissement avec pour chacune des budgets et des pouvoirs décisionnels.

«Le maire Tremblay nous a fait vivre des moments difficiles: d'abord l'alliance avec les villes qui étaient contre la fusion, puis la décentralisation vers les arrondissements, ce qui a fait éclater la structure centrale de la ville», affirme M. Tellier.

«Le Québec n'a jamais été capable de prendre la relève du Canada, qui a balancé Montréal au profit de Toronto»

Guerre de tranchées

Et maintenant, Gérald Tremblay doit affronter Benoit Labonté qui détient une majorité à l'arrondissement Ville-Marie. Du coup, la tentation de faire sinon de l'obstruction systématique, du moins des gestes de nuisance dans les dossiers qui émaneront du cabinet du maire Tremblay, sera grande. Bien que le maire de Montréal ait récupéré le mois dernier l'ensemble des dossiers du centre-ville comme le CHUM, le développement de l'hôtel-gare Viger et le Quartier des spectacles, l'arrondissement conserve le pouvoir d'émettre ou non des permis de construire et d'accepter ou non des changements de zonage.

Mais Gérald Tremblay pourrait répliquer ou même prendre les devants. Une des hypothèses concerne un changement à la Charte de Montréal afin de supprimer ou de modifier l'arrondissement Ville-Marie. Plus simplement et de façon plus immédiate, M. Tremblay pourrait choisir de

resserrer les budgets destinés à Ville-Marie. Il s'agit d'une décision qui relève du conseil municipal, mais qui pourrait être initiée par le grand argentier de la Ville, le président du comité exécutif, Frank Zampino.

D'ailleurs, avant que la guerre Tremblay-Labonté n'éclate, il y a d'abord eu celle, plus sournoise, entre Zampino et Labonté. L'orage grondait depuis des mois.

Dernière les portes closes de l'hôtel de ville de Montréal, deux clans s'affrontaient. D'un côté, Benoit Labonté, et de l'autre, le maire de l'arrondissement de Saint-Léonard, Frank Zampino. Ils sont tous deux membres du comité exécutif, l'un responsable du centre-ville et de la culture, l'autre président du comité exécutif. Les deux étant unis par les liens d'un parti, l'Union des citoyens et citoyennes de l'île de Montréal, maintenant désigné sous le nom Union Montréal.

Personne ne faisait grand cas de cette guerre de clans. Tout au plus, il y avait ici et là quelques commentaires acerbes pour l'un ou l'autre. Mais ça, c'était avant que le «tiraillement» ait un effet démobilisateur sur l'équipe, enraye l'avancement de projets d'envergure pour Montréal et que finalement, le maire Tremblay soit lui-même pris à partie.

Les reproches à l'endroit de M. Labonté sont clairs, bien qu'énoncés officieusement. L'accumulation de petits détails, le manque de respect des règles élémentaires de la politique (il n'y a qu'un chef!) et «le discours de Labonté qui variait selon la personne à qui il s'adressait», comme le raconte de façon anonyme une personne proche du dossier, les conflits avec les autres membres du comité exécutif, tout ça a servi de catalyseur.

Concrètement, il y a eu l'affaiblissement d'une dalle de béton au centre-ville. Gérald Tremblay est immédiatement intervenu alors que M. Labonté, dont c'était la responsabilité, était absent. Dans les semaines précédentes, il y avait eu des critiques acerbes du milieu culturel à l'endroit de M. Tremblay, qu'on disait être incapable de faire preuve de leadership pour la survie des festivals. Gérald Tremblay a encaissé et Benoit Labonté s'est tenu coi même si la culture était sous sa responsabilité. Dans le dossier du Quartier des spectacles, les visions de Labonté et Zampino s'entrechoquaient. Chacun des clans avait ses consultants, des projets à promouvoir, des contrats à donner.

La critique la plus virulente de la part de M. Labonté concerne le manque de poigne de Gérald Tremblay, son incapacité à diriger les destinées de la Ville. Ironiquement, lors de sa conférence de presse annonçant sa démission, Benoit Labonté a donné l'exemple de l'épineux dossier de l'emplacement du CHUM où le maire Tremblay n'a pas pris fait et cause pour le centre-ville, a dénoncé M. Labonté. Or, M. Labonté, qui était à l'époque de ce débat président de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, prônait l'érection du CHUM sur le site de la gare de triage d'Outremont.

VOIR PAGE B 3: MONTRÉAL

Améliorez vos perspectives de carrière

Réalisez votre potentiel et allez de l'avant grâce aux programmes d'études à temps partiel et cours du soir crédités offerts dans les disciplines suivantes :

- > Comptabilité
- > Fiscalité et Trésorerie-finances
- > Commerce international
- > Commerce électronique et Systèmes d'information
- > Ressources humaines
- > Gestion de la santé et Services sociaux
- > Gestion de la production
- > Relations publiques
- > Transport et logistique
- > Leadership
- > Marketing
- > Traduction



Centre d'éducation permanente

www.mcgill.ca/conted | (514) 398-6200

Séminaires en biotech et pharmaceutique

- > Introduction à l'industrie biotech-pharmaceutique | 17-18 octobre
- > Démystifier la recherche clinique | 29-30 octobre
- > Introduction au marketing pharmaceutique | 19-20 novembre

www.mcgill.ca/conted-general/professional/pharma

PERSPECTIVES

Le coût de la vie

Le débat fait rage au Québec sur le financement des traitements de fécondation in vitro pour les couples infertiles

PAULINE GRAVEL

À l'instar de ce qui se fait dans nombre de pays développés, le gouvernement québécois doit-il prendre en charge les coûts de la fécondation in vitro pour les couples infertiles désireux d'avoir un enfant? Le débat fait actuellement rage et déchaîne les passions. Les partisans d'un remboursement brandissent un argument économique fort convaincant ainsi que le principe d'équité sociale. Les opposants craignent quant à eux une surconsommation de ces technologies et font valoir que le droit de concevoir un enfant qui nous soit lié biologiquement n'est pas absolu, mais plutôt un privilège. Ils rappellent aussi que les enfants sans famille sont légion autant au Québec qu'ailleurs dans le monde.

Au Québec, les couples qui ont recours à la FIV peuvent actuellement obtenir un crédit d'impôt de 30 % sur les deux premières tentatives et le ministre de la Santé, Philippe Couillard, a récemment annoncé qu'il augmenterait ce crédit à 50 % pour la troisième tentative. Pour le gynécologue Pierre Miron, qui a fait du remboursement de la FIV son cheval de bataille, le crédit d'impôt remboursable a eu un effet pernicieux car il a encouragé les cliniques de fertilité à augmenter leurs tarifs. «Le crédit d'impôt ne va pas dans la poche des patients mais dans la bourse des cliniques», dit ce spécialiste devenu professeur et clinicien au CHUM depuis qu'il a dû quitter en 2001 sa clinique de fertilité (Procréa) sous les pressions des actionnaires exigeant une plus grande rentabilité. «Inclure la FIV dans le panier de la RAMQ permettrait aussi de fixer les tarifs — en se basant sur les expériences belge et française —, ce que ne permettent pas les crédits d'impôt.»

Comme les autres fervents défenseurs du remboursement des traitements de FIV, il affirme qu'une telle mesure sociale induirait de grandes économies pour l'État, qui disposerait alors des fonds nécessaires pour couvrir les traitements de FIV. Mais comment est-ce possible?

Les grossesses multiples

Le docteur Willem Ombelet de l'Hôpital de Genk en Belgique a défendu bec et ongles la gratuité de la FIV dans son pays en démontrant au gouvernement que la plus grande partie des coûts associés aux technologies de procréation médicalement assistée (TPMA) découlaient des grossesses multiples qu'elles induisaient. En effet, dans le but d'accroître les chances de réussite, les médecins transfèrent dans l'utérus de la femme non pas un seul embryon conçu in vitro, mais deux, trois, voire quatre ou cinq. Or, les grossesses multiples présentent beaucoup plus de risques de complications pour la femme enceinte. Elles sont également plus susceptibles de provoquer des malformations fœtales et des naissances prématurées, a souligné la docteure Annie Janvier du Centre universitaire de santé McGill (CUSM). Cette spécialiste en soins intensifs néonataux qui poursuit un doctorat en bioéthique intervient quotidiennement auprès des prématurés et elle témoigne des multiples problèmes de santé qu'elle rencontre. Outre les soins ultraspecialisés qu'ils requièrent durant les premières semaines de leur vie, les bébés prématurés risquent d'être atteints pour la vie de lourds handicaps qui nécessiteront aussi des soins coûteux et de longue durée, souligne-telle.

La réduction des grossesses multiples permet de faire des économies substantielles en soins obstétricaux et néonataux, économies qui permettent amplement au gouvernement de rembourser tous les patients qui ont besoin d'une FIV, a affirmé au Devoir le D^r Ombelet, statistiques à l'appui. «Convaincu par cet argument massue, le gouvernement belge a décidé en 2003 de rembourser jusqu'à six tentatives de FIV pour les femmes âgées de moins de 42 ans.» Mais ce, à condition que soit appliqué un protocole très strict de transfert d'un seul embryon lors du premier essai chez les femmes de 39 ans et moins.

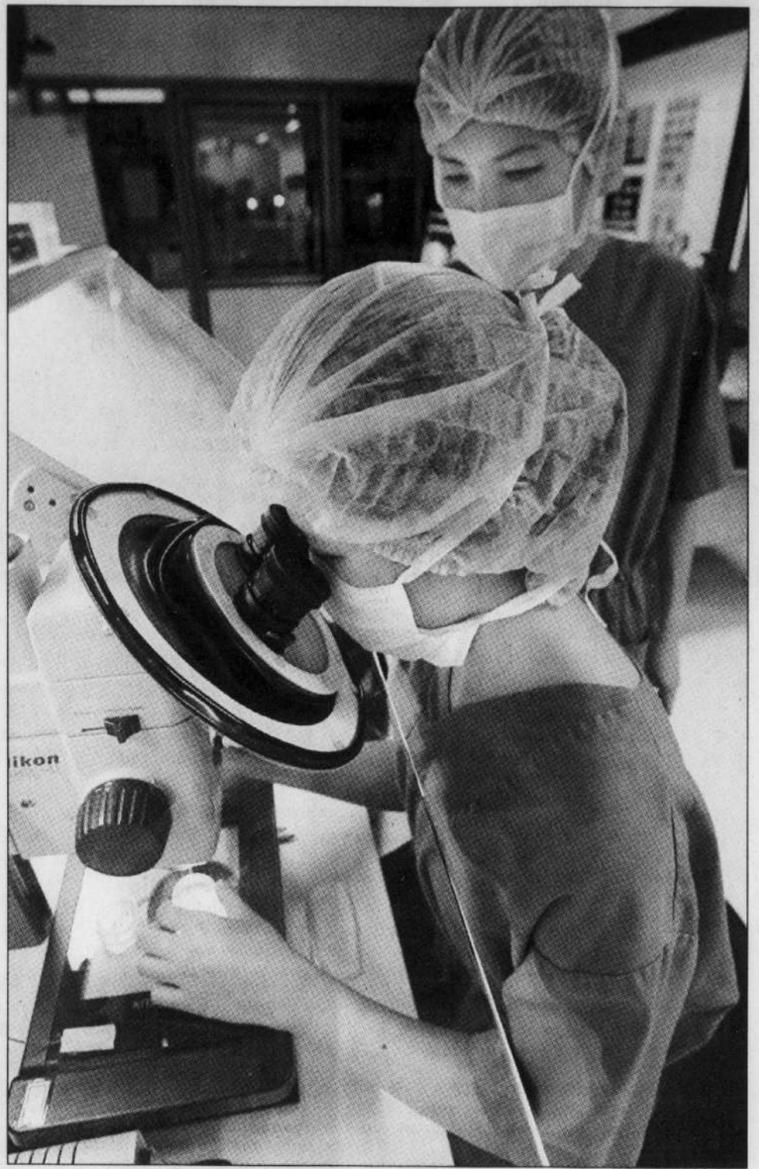
La sociologue Louise Vandelande de l'UQAM croit pour sa part qu'il faudrait plutôt octroyer l'argent économisé à l'amélioration des conditions socioéconomiques des jeunes couples afin qu'ils désirent avoir des enfants plus tôt dans leur vie. Car, rappelle-telle, «le problème majeur est le report de la première grossesse, qui est lié au fait que les jeunes femmes étudient de plus en plus longtemps et qu'elles se retrouvent alors de plus en plus endettées, et soumises à des conditions d'accès au marché du travail de plus en plus difficiles et précaires.»

Le D^r Miron voit les choses autrement. «Le fait que les traitements FIV ne soient pas remboursés fait en sorte que les jeunes couples retardent le moment d'y avoir recours pour des raisons financières, évoque-t-il. Mais alors, ils ont moins de chances de réussite. La gratuité de ces soins incitera les jeunes couples infertiles à procéder plus tôt.»

Des exemples

Pour la Dre Annie Janvier, le démonstration avancée par le D^r Ombelet ne fait aucun doute et c'est la raison pour laquelle de nombreux autres pays, dont l'Angleterre, la Finlande, la Suède, la Norvège, l'Italie, Israël, l'Australie et la France, ont choisi de rembourser la FIV.

«La France rembourse les traitements de FIV depuis 1994 parce qu'elle considère que la fertilité fait partie de la santé. Comme il y a entre 10 et 15 % de la population qui consulte, c'est donc un réel problème de santé publique», a précisé au Devoir le père du premier bébé éprouvette en France, le docteur René Frydman. «Par solidarité nationale, la France offre les quatre premiers essais ayant abouti au transfert d'embryons dans l'utérus pour les femmes de moins de 43 ans. Et une fois que la femme a accouché d'un enfant, le



Certains sont pour, d'autres sont contre le remboursement des frais de la fécondation in vitro.

compteur est remis à zéro et elle peut bénéficier à nouveau de quatre autres essais. Cette mesure fait aussi partie d'une politique plus générale visant à accroître la natalité.» Cette prise en charge par l'État a par conséquent conduit les gynécologues français à réduire le nombre d'embryons qu'ils implantent chez leurs patientes.

«Au Québec, dans le contexte actuel, en moyenne deux embryons sont transférés», indique le D^r Miron. Mais il y a une pression sur le médecin et sur le couple pour accroître ce nombre après un premier échec. Comme la démarche est dispendieuse pour les couples, ceux-ci insistent pour qu'on plante trois ou quatre embryons afin d'augmenter les chances de réussite. On accroit du coup le risque de grossesses multiples.»

Louise Vandelande croit que, pour des raisons de santé publique, l'État doit intervenir pour limiter le transfert d'embryons multiples. «Il y a des normes de pratique dans tous les domaines de la médecine et ce serait tout à fait normal qu'il y en ait dans celui-là aussi», dit-elle, à l'instar du bioéthicien Hubert Doucet de l'Université de Montréal.

Comme plusieurs autres tenants du remboursement, le D^r Miron soulève quelques contradictions de notre système de santé. «On paie sans limite pour les interruptions volontaires de grossesse et la ligature des trompes, mais on ne rembourse même pas l'hormonothérapie pour les femmes qui ont des problèmes ovulatoires. Tout cela est difficilement compréhensible, d'autant que nous faisons face à un problème de natalité au Québec», dit-il. «On rembourse les traitements pour les dysfonctions érectiles jusqu'à un âge très avancé et la calvitie, mais pas la FIV. N'est-ce pas étrange?», renchérit la D^e Annie Janvier.

Attirer les clients

Même si l'obstétricienne-gynécologue et bioéthicienne Chantal Rivard a souligné à grands traits les épreuves psychologiques et physiques que comporte un traitement de FIV, lors d'une allocution dans le cadre du colloque de bioéthique de l'Université de Montréal, elle croit néanmoins que ce traitement doit être remboursé par l'État. «Les cliniques de fertilité se font la guerre pour attirer les clients. Dans ce contexte de concurrence féroce, elles doivent afficher des taux de réussite élevés qui ne s'obtiennent que par des transferts d'embryons multiples et des hyperstimulations ovariennes dangereuses pour la santé de la femme», dit-elle.

Les partisans du remboursement font également valoir que les TPMA se sont raffinées au cours des dernières années et qu'elles permettent aujourd'hui d'obtenir des taux de succès fort respectables, allant de 25 à 35 % par cycle selon l'âge de la femme. En effet, ces taux sont comparables, voire supérieurs à ceux observés chez des couples fertiles, qui varient entre 15 % par mois chez les femmes à la fin de la trentaine, et 30 % chez les plus jeunes.

Selon l'éthicienne Margaret Somerville de

l'université McGill, l'infertilité est une maladie dont le traitement devrait être couvert par notre système de santé. Mais elle convient que les contraintes économiques doivent aussi être prises en compte dans ce choix.

«Dans les pays où on a accepté de rembourser, le nombre de FIV a littéralement flambé, sans que la prévalence de l'infertilité n'y soit plus marquée», s'inquiète Louise Vandelande qui craint la reproduction d'un tel scénario chez nous. «Il faut éviter le recours banalisé à la FIV qui peut conduire à toutes les dérives. L'essentiel des FIV se font pour des femmes de 35 ans et plus, voire de 40 ans et plus, pour lesquelles on doit avoir recours au don d'ovocytes, qui ouvre la voie à un marché douteux.»

Des réticences

La très respectée pédiatre Gloria Jéliu, qui a fondé l'une des premières cliniques de protection de la jeunesse à l'hôpital Sainte-Justine où elle œuvre toujours, est également réticente. «La société de droits individuels dans laquelle nous vivons a entraîné le public à considérer qu'avoir un enfant est un droit et que les TPMA doivent être remboursées par le gouvernement et ne doivent pas être l'apanage des gens riches. À première vue, cela paraît logique dans un souci d'équité et de justice sociale. Mais avant de répondre de cette manière-là, il faudrait rappeler que le fort taux de réussite de ces techniques qu'on affiche ne concerne pas les femmes de 37, 38, 39 ans, qui sont les plus nombreuses à y avoir recours», fait-elle remarquer.

«Le désir d'enfants est certes présent dans la majorité des couples, quel que soit leur statut social. Mais existe-t-il un droit à l'enfant?», lance-t-elle. «Non, il s'agit d'un privilège et non pas un droit», répondent d'une seule voix la Dre Jéliu et M^e Hugues Létourneau, directeur adjoint au contentieux du Centre jeunesse de Montréal. «Si la nature dans votre couple ne vous a pas gratifié de fécondité naturelle, vous ne pouvez pas vous retourner vers la société et dire moi, j'ai droit à un enfant gratuit, j'ai le droit d'accéder à des manœuvres dont la qualité intrinsèque est discutable», poursuit la Dre Jéliu. «Le droit de concevoir un enfant qui nous soit lié biologiquement n'est pas absolu», renchérit la sociologue Louise Vandelande de l'UQAM.

«Au Québec, un nombre important d'enfants âgés de deux à six ans attendent des parents. Ces enfants sont gratuits, pas besoin d'aller en Chine et de payer des milliers de dollars. Personne ne s'offre pour prendre ces enfants. Dans notre société, on ne valorise que les beaux poupons tout roses», souligne M. Létourneau en précisant que, pour obtenir un nourrisson, la période d'attente peut aller jusqu'à huit ans. Aux yeux de la D^e Annie Janvier, qui milite pour le remboursement, une solution de rechange comme l'adoption est un processus long, dispendieux (en ce qui concerne l'adoption internationale) et comportant maintes restrictions (âge, mariage, évaluation psychologique).

Rembourser ou pas les TPMA est un choix de société qu'il faudra sopeser avec précaution.

Le Devoir



Gil Courtemanche

Objet volant non identifié

On ne saura jamais trop pourquoi Stéphane Dion s'est lancé en politique. Il faisait un professeur modèle, moins intéressant et moins drôle que son père, qui avait la pensée plus subtile et plus arrondie, mais un professeur respecté quand même. On dit que c'est Jean Chrétien qui alla le chercher pour se donner, lui boxeur de ruelles, des entournares respectables et intellectuelles. On ne saura jamais, à moins qu'il ne le raconte lui-même, pourquoi Stéphane Dion prit le contre-pied de son père, constitutionnaliste fameux et souple dont le rire généreux désamorçait les débats venimeux. Le fils ferait dans la politique et il ne ferait pas dans les nuances, il donnerait plutôt dans la clarté. Et le voilà ministre, ministre du Canada, à la surprise de tout le monde. Il se prend au jeu de petit Trudeau, niant la société québécoise, niant les sages enseignements de son père. À la Chambre des communes, il fait le jeune coq et s'attire tous les applaudissements anglais et les sourires forcés de ses collègues francophones. Incapable de comprendre la politique, ce jeu d'impressions et de sentiments, il oppose sa rationalité. Pas question de se prêter aux bouffonneries de l'Infoman qui en fait sa marque de commerce. L'Infoman est le Québécois qui veut parler à Stéphane Dion et le ministre compassé refuse, outré. Un ministre ne se livre pas à de telles incartades. Cela n'est pas digne de son sac à dos de ministre. Que pense-t-il quand il se lance dans la course à la direction du Parti libéral et que les journalistes le regardent, incrédules? Il se sent probablement comme un objet volant non identifié qui va récrire les règles de la politique misérable et petite.

J'ai déjà écrit ici, faisant de la psychologie de café du commerce, qu'il se prenait pour l'antihéros, que sa modestie, sa gêne et sa réserve donneraient crédibilité à ses idées. Ce qui me renverse de la part d'une personne aussi intelligente, c'est qu'il ait cru à ce rêve.

On ne saura jamais pourquoi Stéphane Dion, sans appui, sans argent, sans avenir, s'est lancé dans la course à la direction du Parti libéral, promenant son modeste sac à dos et son sourire timide dans des assemblées de dix ou douze personnes, rappelant sa grande performance de président du Sommet de Montréal sur l'environnement. C'était sûrement par conviction, pour imposer ses idées sur l'environnement au débat entre les candidats sérieux. On ne saura jamais pourquoi Stéphane Dion a obtenu quatre voix de plus que Gérard Kennedy au premier tour et on ne saura jamais pourquoi Stéphane Dion, qui ne possédait aucune base dans ce parti, a humilié Ken Dryden et chauffé les Bob Rae et Michael Ignatieff au deuxième tour. On sait cependant pourquoi l'establishment libéral de Toronto a choisi Stéphane Dion. N'importe qui sauf ce professeur de Harvard qui faisait trembler les bases du parti, qui ne devait rien à Trudeau ni à personne, qui avait du Canada une vision beaucoup plus complexe que celle de l'arrogance libérale. Et Stéphane Dion fut coopté par une bande d'avocats et d'hommes de marketing de Toronto qu'il ne connaissait même pas. Les avocats se disaient que, puisqu'il venait du Québec, il maintiendrait au moins la présence libérale dans la province insoumise comme Jean Chrétien l'avait fait et que, fier Canadien, il leur conserverait l'Ontario.

Que pensent-ils aujourd'hui? Dans Saint-Hyacinthe-Bagot, le NPD a terminé devant le Parti libéral. Dans Roberval, la candidate libérale n'a remporté que 2800 voix et, dans Outremont, le parti n'a fait que 29 % des suffrages. Non seulement il n'y a pas d'effet Dion, il existe un effet anti-Dion. Et aussi une tendance forte chez les francophones qui élimine à long terme le Parti libéral tel qu'il est aujourd'hui. Le comté de Saint-Hyacinthe-Bagot illustre bien cette tendance. En 2000, 34,8 % des voix pour le Parti libéral; en 2004, 22,1 %; en 2006, après le scandale des commandites, 9,8 %; et, lors de la partielle, 7,4 %.

Devant cette catastrophe, ce cataclysme, le nouveau politicien fait belle figure, sourit à tout venant, vante son candidat dans Outremont, il ne regrette rien. Le chef s'installe dans le déni, il tente de jouer le politicien.

Le chef a été parcimonieux dans ses premiers commentaires, au point même de ne pas reconnaître la défaite: les gens reprennent confiance, ils commencent à nous écouter, nous avons proposé une politique de l'eau qui les a séduits, les gens réfléchissent et nous entendent et, la prochaine fois, ils voteront pour nous. Un chausson avec ça, M. Dion?

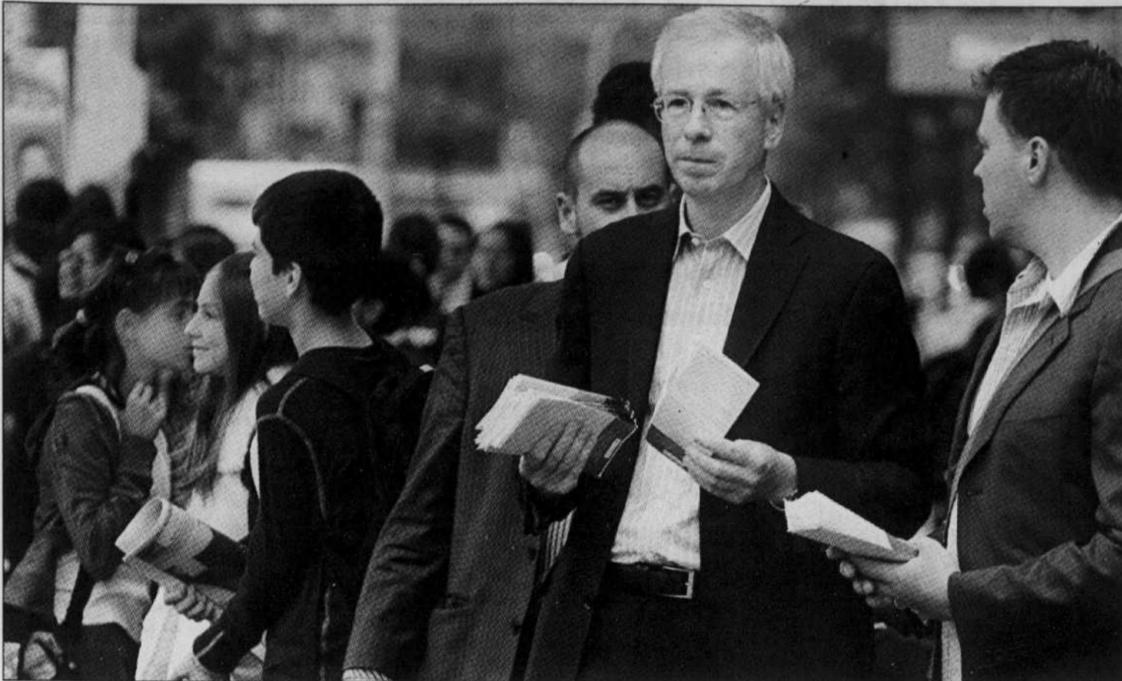
Et on ne sait pas quand — on ne le saura jamais — quelqu'un lui a dit: «C'est peut-être vous, le problème. Vous n'êtes pas sympathique, on vous prend pour un anti-Québécois.» Et Stéphane Dion a jeté à la poubelle ses hardes d'antihéros, son sac à dos, son air de je sais tout, et il a fait son mea-culpa. «Je suis une personne plutôt discrète.» Et tralala. On me connaît mal, je suis plutôt drôle, je suis un vrai Québécois et je devrais faire plus d'émissions de variétés pour me faire connaître sous mon vrai jour. Un chausson avec ça, M. Dion? Ça fait dix ans que vous dites à l'Infoman que ce qu'il fait est ridicule, dix ans que vous dites que le Québec n'existe pas, dix ans qu'on ne vous a pas vu rire, dix ans que vous méprisez de votre œil intellectuel les émissions de variétés et, pour refaire votre image, vous voulez être invité à Tout le monde en parle et pourquoi pas au Banquier?

On ne saura jamais pourquoi Stéphane Dion a choisi, plutôt que de corriger des mémoires, de faire de la politique, mais on pourra facilement expliquer pourquoi ce jeune homme plein de bonnes intentions est en train de livrer le Canada à Stephen Harper.



CHRISTINNE MUSCHI REUTERS/LE DEVOIR Les élections partielles de lundi ont été révélatrices de l'humeur des électeurs.

PERSPECTIVES



Stéphane Dion lors de la campagne électorale dans le comté d'Outremont.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Un paysage politique mouvant

Les élections partielles de lundi laissent présager d'un changement profond dans la population

La secousse qui a frappé le paysage politique du Québec lundi a été suivie de plusieurs répliques de moindre envergure qui continuent d'ébranler le Parti libéral du Canada et le Bloc québécois. Les deux formations cherchent le meilleur moyen de rebondir. La dynamique des élections partielles étant toutefois différente de celle d'un scrutin général, quelles conclusions faut-il tirer?

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Il y a deux ans presque jour pour jour, Lawrence Cannon accordait au Devoir sa première grande entrevue durant laquelle il dévoilait la nouvelle stratégie du Parti conservateur au Québec. Encore loin du poste de ministre, M. Cannon venait à peine d'être nommé chef de cabinet adjoint de Stephen Harper, alors leader de l'opposition officielle. Assis dans un café du centre-ville d'Ottawa, il avait avoué avoir du pain sur la planche, les sondages accordant à peine 10 % des intentions de vote aux conservateurs.

Or, malgré le calme qui le caractérise, Lawrence Cannon avait le regard acéré de celui qui vient de repérer sa proie: le Bloc québécois. À l'entendre, il allait viser la jugulaire du parti le plus populaire du Québec à l'époque. «Si on enlève le scandale des commandites, le Bloc n'est pas aussi solide qu'il le laisse voir», disait-il, ajoutant que la première étape d'une reconquête de la droite dans la province passait par le respect. «Pour gagner la confiance des Québécois, il faut bâtir notre crédibilité auprès d'eux.» Dans sa tête, le Parti libéral du Canada avait beau être au pouvoir, il n'y avait plus qu'un seul parti à combattre. «Les libéraux sont éliminés de la prochaine carte électorale dans la province», affirmait-il.

Jeudi après-midi, assis dans son bureau de ministre des Transports, au centre d'Ottawa, Lawrence Cannon affichait le sourire de celui qui n'a peut-être pas atteint la jugulaire, mais qui a certainement réussi à asséner un bon coup de griffe. Trois jours plus tôt, les élections partielles confirmaient que les appuis du Bloc sont vacillants lorsqu'on lui oppose de bons candidats, alors que les libéraux éprouvent toujours autant de difficultés, particulièrement auprès de l'électorat francophone. Un seul hic: le PC ne décolle pas du tout à Montréal. «Il ne fallait pas se faire de faux espoirs non plus», dit-il.

Le lieutenant politique de Stephen Harper au Québec se réjouit surtout d'avoir une base plus solide que jamais sur laquelle construire. «Mon mandat était d'entraîner le Parti conservateur au Québec et de montrer que ce n'était pas un feu de paille», affirme-t-il. Je devais montrer que les valeurs de notre parti sont près des valeurs des Québécois. Pour ça, il fallait être crédible. La reconnaissance de la nation québécoise, le déséquilibre fiscal et l'entente sur l'UNESCO ont beaucoup aidé notre crédibilité.

Pour Lawrence Cannon, le lien avec les élections partielles de lundi est évident. «C'est avec cette crédibilité qu'on va chercher des bons candidats comme Denis Lebel [élu dans Roberval-Lac-Saint-Jean] et Bernard Barré [défait dans Saint-Hyacinthe-Bagot]. Ces nationalistes sont à l'aise avec nous.»

Le PC joue effectivement dans les plateaux nationalistes du Bloc québécois avec une redoutable efficacité, soutient le politologue Jean-Herman Guay, de l'Université de Sherbrooke. «Les élections de lundi confirment la réorganisation du paysage politique au Québec», dit-il. L'ADQ au provincial et le Parti conservateur au fédéral bousculent les lignes traditionnelles des partis. Les électeurs qui ne sont pas des souverainistes purs et durs, ni des fédéralistes à tout crin, ont maintenant d'autres endroits où ils se sentent à l'aise, dit M. Guay.

Le post-mortem du Bloc

Dans ce contexte, le Bloc doit rapidement s'ajuster, estime le politologue. «Les bloquistes ne sont plus devant un adversaire intransigent comme le Parti libéral du Canada. Le vieux fonds de commerce de la confrontation est disparu. Ils doivent retrouver un discours nationaliste et non plus seulement souverainiste, un peu comme Pauline Marois tente de le faire au niveau provincial.»

L'analyse de la soirée de lundi est d'ailleurs bien engagée au sein des troupes de Gilles Duceppe. Le chef lui-même a reconnu que le parti doit corriger le tir. «C'est un signal qu'il nous faut travailler plus fort, rebâtir nos organisations et se mettre à l'œuvre», a soutenu M. Duceppe cette semaine.

L'organisateur électoral du Bloc et député d'Argenteuil-Papineau-Mirabel, Mario Laframboise, a affirmé que des débats sérieux auront lieu au sein du parti dans les prochaines semaines. «Il faut faire une réflexion sur notre positionnement et notre façon d'aborder les enjeux. Il faut aussi réévaluer notre machine électorale. On ne peut pas dire que ce sont seulement des partielles. Il ne faut pas vivre ça à la prochaine élection», a-t-il dit.

Le Bloc veut notamment retrouver un rôle plus actif de protecteur des intérêts du Québec, se rapprochant du même coup d'une certaine forme de nationalisme. «Il faut être plus intense, plus agressif et plus performant dans nos positions», a soutenu Mario Laframboise.

L'état-major bloquiste estime toutefois que ces élections ont surtout été profitables aux candidats ayant une forte notoriété, comme Denis Lebel, l'ancien maire de Roberval, et Thomas Mulcair, le candidat du NPD. Les chefs des partis étant moins présents que lors d'une élection générale et les enjeux nationaux, relégués à l'arrière-scène, le Bloc a souffert dans les débats locaux, soutient Mario Laframboise. «Ça fait longtemps qu'on n'avait pas eu d'élections partielles où les enjeux régionaux prenaient une aussi grande place. On s'est fait prendre», a-t-il dit.

La gueule de bois libérale

Selon Jean-Herman Guay, ce combat nationaliste pour le cœur des Québécois risque de faire beaucoup plus de dommages aux libéraux fédéraux, qui sont complètement largués dans ce domaine. Au moins, le Bloc peut se battre sur le terrain des aspirations des Québécois, ce que le PLC ne peut plus faire, dit-il.

Le piètre résultat des troupes de Stéphane Dion lundi, particulièrement dans les deux circonscriptions fortement francophones de l'extérieur de Montréal où le PLC n'a pas franchi la barre des 10 % d'appuis, est un désastre qui pourrait durer, estime Jean-Herman Guay. «Pour le PLC, il n'y a pas grand-chose à faire. Je ne vois pas comment Stéphane Dion peut changer les choses avec le temps qui lui reste avant les élections générales. À leur place, je travaillerais sur les autres provinces.»

Le leadership de Stéphane Dion n'a pas été ouvertement remis en question et le chef a pris sur lui le blâme de la défaite dans Outremont, estimant qu'il doit mieux se faire connaître des

Québécois. Mais reconquérir la majorité francophone ne sera pas facile. «Le travail à faire est colossal», avoue le député Pablo Rodriguez. Il faudra, dit-il, parler davantage de sujets qui touchent les régions, par exemple la diversification de l'économie. «On doit se réinventer et rétablir le lien de confiance avec les francophones.»

Les libéraux fédéraux sont aux prises avec les mêmes difficultés que les troupes de Jean Charest, remarque Jean-Herman Guay. «Les deux formations libérales ne sont plus les porteurs de ballon aux yeux de la majorité au Québec. Les élections de lundi soulignent avec force ce constat et ça n'augure rien de bon», dit-il.

Un feu de paille électoral?

Dans ce contexte, le politologue n'adhère pas à la théorie voulant que ces élections partielles ne soient qu'une anomalie temporaire dans le paysage politique, comme c'est souvent le cas. «Je n'ai pas les mêmes réserves que d'habitude sur les élections partielles parce que ce scrutin confirme des tendances lourdes, dit-il. Normalement, la grogne lors des élections partielles s'exprime contre le parti au pouvoir. Les électeurs veulent passer un message. Mais lundi, les gens ont envoyé des messages aux partis d'opposition! C'est très rare et il faut prendre ça au sérieux.»

Selon lui, le seul feu de paille risque d'être la percée du NPD au Québec. «La notoriété de Thomas Mulcair a joué un rôle clé dans la victoire», dit Jean-Herman Guay. Mais le principal intéressé s'inscrit en faux et affirme ne pas vouloir reproduire le scénario de 1990, lorsque le néo-démocrate Phil Edmonston avait remporté la circonscription de Chambly lors d'une élection partielle pour disparaître de la carte lors de l'élection générale suivante. Thomas Mulcair précise avec raison que Phil Edmonston ne s'est pas représenté en 1993. «Moi, je suis là pour rester. Je vais aider à bâtir le NPD au Québec», lance-t-il, déterminé.

Le nouveau député d'Outremont est toutefois conscient de la tâche qui l'attend. «Pendant les trois dernières semaines de la campagne, beaucoup de représentants des communautés ethniques sont venus me voir et m'ont dit: "on va voter pour toi cette fois-ci", sous-entendant que j'ai du pain sur la planche pour les convaincre de voter pour moi la prochaine fois. Et c'est correct. Je vais travailler très fort pour mériter leur confiance.»

Thomas Mulcair n'a d'ailleurs pas l'intention de rester le seul candidat-vedette du NPD dans la province. «Jack Layton m'a confié deux tâches. D'abord, faire connaître les idées du parti au Québec. Ensuite, compléter une équipe de candidats bien connus et à qui les gens peuvent s'identifier. Disons que la victoire de lundi va faciliter ma chasse aux candidats», affirme-t-il.

Lundi soir dans un bar du boulevard Saint-Laurent, à Montréal, le chef du NPD s'est même laissé emporter par la fièvre de la victoire, déclarant que ce gain pouvait changer rien de moins que «l'histoire du Canada». Mardi, Jack Layton était plus calme que la veille. «C'est sûr qu'il reste beaucoup de travail à faire, a-t-il convenu. Mais il faut continuer dans cette voie. Qui sait si la visibilité de Thomas [Mulcair] ne va pas augmenter l'intérêt des Québécois envers notre parti?»

Le Devoir

Avec la collaboration d'Hélène Buzzetti



Michel David

Paf, le chef!

Stéphane Dion a déjà essayé de se montrer sous un jour plus humain. À l'émission *Les Francs-Tireurs*, en novembre dernier, Patrick Lagacé lui avait demandé s'il lui arrivait de faire des blagues. Le futur chef libéral lui avait raconté «l'histoire la plus courte du monde», celle de Paf le chien, qu'il suggérait pour le coucher des enfants. «L'auto passe et paf! le chien.» Il avait l'air de la trouver très drôle.

Jeudi soir, M. Dion a confié à Céline Galipeau qu'il comptait «se mettre à nu», notamment en participant à des émissions de variétés. Le plus urgent pour les spécialistes en communication du PLC, qui viennent de recevoir tout un contrat, est de lui trouver un répertoire de blagues de meilleur goût.

Faute avouée est à moitié pardonnée, dit-on. Certes, il est bon de reconnaître ses erreurs, et Dieu sait que M. Dion en a commis, mais est-il indispensable de s'humilier à ce point? Cela devenait gênant de l'entendre répéter qu'il n'est pas cette caricature qu'on a faite de lui. On avait presque hâte que l'entrevue se termine avant qu'il ne se mette à pleurer.

Après 11 ans de vie politique et dix mois à la tête du PLC, il vient apparemment de découvrir que le chef est le centre de toute l'attention et il propose maintenant de «faire le débat sur Stéphane Dion». Misère!

À l'entendre dire qu'il sait pouvoir compter sur l'appui de son parti alors que le bruit des couteaux qu'on affûte est déjà audible, c'était à se demander s'il fallait le plaindre d'être aussi naïf ou lui en vouloir de nous prendre pour des imbéciles. M. Dion s'approprierait à faire de Denis Coderre son lieutenant au Québec. Un chef qui en arrive à devoir compter sur ses ennemis pour le protéger risque de ne pas être là bien longtemps.

♦ ♦ ♦

L'autodérision peut être rentable en politique. Durant la campagne électorale de 1997, les publicistes du PLC avaient eu un trait de génie en tournant à son avantage le handicap facial de Jean Chrétien.

Le premier ministre Jean Charest est passé maître dans l'art de rire de lui-même. Au dernier conseil général du PLQ, il a déridé les délégués — et les journalistes — avec ses allusions à son tour de taille. Si ce n'était qu'une question d'humour, M. Charest serait réélu haut la main.

Remarque, il n'est pas indispensable d'être un boute-en-train pour réussir. S'il y a un homme qui semble froid et ennuyeux, c'est bien Stephen Harper. Les résultats des élections partielles de lundi dernier démontrent bien que les électeurs n'ont pas nécessairement besoin d'être divertis.

Il est vrai que l'habit fait le moine. M. Harper bénéficie de l'aura que confère la fonction de premier ministre. S'il avait eu affaire à un adversaire plus redoutable que Paul Martin, on parlerait déjà au passé de cet Albertain aussi froid que les glaciers des Rocheuses, qui était décidément trop cérébral pour réussir en politique.

Certains s'efforcent même de paraître ternes à dessein. Encore aujourd'hui, plusieurs sont surpris d'apprendre que Robert Bourassa était un homme d'une rare drôlerie. S'il avait fait étalage de sa vivacité d'esprit, on s'en serait peut-être méfié davantage.

Malgré la déconfiture de lundi dernier, M. Dion se dit encouragé de constater que les gens ont recommencé à respecter le PLC et à écouter ce qu'il a à dire, même s'ils ne l'appuient pas encore. Malheureusement, il se trompe: il n'y a pas plus de respect et d'écoute que d'appui.

♦ ♦ ♦

Il y a des limites à se refaire une vertu. Par exemple, M. Guy Bertrand vient de publier un nouveau livre intitulé *Guide d'accès à l'indépendance*, dans lequel il entend démontrer que la souveraineté est une question de survie pour le Québec français.

Même si le danseur de tango à la crinière de jais s'est transformé en agent Glad, M. Bertrand ne pourra jamais faire oublier son hallucinante métamorphose des années 90, alors que cet ancien pur et dur était acclamé par les pires détracteurs du Québec et du projet souverainiste.

Il est assez piquant qu'après avoir été à l'origine de la contestation judiciaire qui allait par la suite permettre à M. Dion d'accoucher de sa Loi sur la clarté, M. Bertrand soutienne aujourd'hui que le Canada aurait tout avantage à favoriser l'émergence d'un pays indépendant. Avoir dit et écrit autant de sottises en si peu de temps relève de l'exploit.

Il est vrai que M. Dion ne prétend pas à une reconversion aussi spectaculaire que son allié de jadis, mais il a lui aussi un passé beaucoup trop chargé pour qu'on l'oublie. Se présenter aujourd'hui comme un grand défenseur des intérêts du Québec est une véritable insulte à l'intelligence.

Le chef libéral a toujours été un maître du sophisme. Dans son entrevue à Céline Galipeau, il s'est vanté de toujours avoir été un apôtre de la péroration, mais on se souvient surtout qu'il a nié avec la dernière énergie l'existence d'un déséquilibre fiscal entre Ottawa et les provinces.

À l'entendre, M. Dion aurait aussi été le premier à reconnaître l'existence de la nation québécoise. À preuve, M. Harper l'a consulté avant de présenter sa motion à la Chambre des communes. Pourtant, durant la course au leadership du PLC, il s'était vivement opposé à la résolution que les partisans de Michael Ignatieff avaient tenté de faire adopter par le congrès libéral. Il s'est rallié in extremis à la motion de M. Harper, mais il n'a rien initié du tout.

Les partielles de lundi ont été un choc, mais le pire est peut-être à venir. Si M. Dion tient jusque-là, ce n'est pas simplement une auto mais un train qui risque de le frapper aux prochaines élections. Et paf! le chef.

mdavid@ledevoir.com



Stéphane Dion

ARCHIVES LE DEVOIR

MONTREAL

SUIITE DE LA PAGE B 1

L'entourage de Gérard Tremblay estime avoir coupé l'herbe sous les pieds de Benoît Labonté puisque ce dernier n'a plus de réelle tribune pour se faire valoir d'ici la campagne municipale de l'automne 2009. Il est vrai que, pour Benoît Labonté dont l'ambition était devenue trop visible, Ville-Marie constituait le tremplin idéal vers le fauteuil de premier magistrat de Montréal.

Du côté des partisans de M. Labonté, on fait valoir que les deux prochaines années accordées suffisamment de temps pour vérifier l'adhésion que peut susciter sa candidature à la

mairie. En termes clairs, il faudra voir si le financement est possible, si d'autres élus sont prêts à monter dans le train, si le recrutement de candidats d'envergure est envisageable, et finalement, si tous les éléments sont réunis pour créer un nouveau parti politique.

Sur ce dernier point, des discussions avec Vision Montréal seront entreprises. Mais il faudra voir jusqu'à quel point les militants «nostalgiques de Bourque» se montreront ouverts à un virage au sein de leur parti.

Pour Luc-Normand Tellier, ce brassage politique et donc d'idées ne peut être que favorable à la santé démocratique de Montréal. «L'évolution récente des événements m'apparait

saine parce qu'elle pourrait aboutir sur un choix clair, donc offrir une option alternative au maire Tremblay. Ce n'est pas Projet Montréal qui peut prétendre prendre le relais», estime M. Tellier.

Quant à savoir si cette agitation et celle qu'elle générera seront suffisantes pour que Montréal se ressaisisse, Gérard Beaudet n'est guère optimiste. Le problème relève de Québec. «C'est catastrophique si on ne se réveille pas. L'accès du Québec à l'échiquier planétaire passe par Montréal, ce qui ne signifie pas qu'il faille nier les régions. Mais le levier est ici», croit-il.

Le Devoir

ÉDITORIAL

L'étrange paradoxe

Le dollar canadien a finalement atteint la parité avec la devise américaine et l'a même dépassé au cours de la journée d'hier. Tant mieux pour nous puisque cette hausse du huard accroîtra progressivement notre pouvoir d'achat malgré les effets dramatiques sur certains industries qui ont tout misé sur la faiblesse du huard.

Le bonheur des uns fait le malheur des autres: pendant que les consommateurs de produits et les importateurs d'équipements fabriqués à l'étranger s'apprentent à profiter de la hausse du dollar canadien, les exportateurs doivent s'ajuster très rapidement à cette nouvelle réalité qui rend les biens canadiens plus chers et moins concurrentiels. Des milliers d'emplois disparaissent dans les secteurs où la productivité des entreprises canadiennes est moindre que celle de leurs concurrents, mais au bout du compte, notre économie retirera plus de bénéfices que de pertes de la force de notre devise. D'ailleurs, les économistes de Desjardins prévoient que le taux de chômage au Québec passera sous la barre de 7 % en 2008.

Le huard n'est pas la seule devise à prendre des forces devant le dollar américain: l'euro et d'autres monnaies ont aussi atteint des niveaux qui n'avaient pas été vus depuis longtemps. D'ailleurs, la valeur de notre devise est restée à peu près la même par rapport à l'euro.

Si notre monnaie est plus forte, c'est parce que les prix des ressources naturelles sont à la hausse sous la pression de la demande mondiale, mais c'est aussi parce que les finances publiques sont plus saines depuis l'élimination des déficits gouvernementaux, et c'est surtout parce que l'économie américaine est en mauvaise posture. À plus ou moins long terme, nous reviendrons à un dollar moins fort. D'où la nécessité de corriger certaines lacunes qui s'apparentent à une économie de pays sous-développé.

Deux comportements collectifs sont possibles. Le premier serait d'agir en nouveau riche qui choisit de profiter de sa fortune instantanée pour se payer du bon temps; le second serait de regagner le terrain perdu pendant des années en investissant davantage pour accroître la recherche et la productivité des entreprises.

L'exemple de l'industrie du bois et du papier illustre le dilemme. Voilà une industrie qui, depuis 30 ans, a négligé de moderniser ses installations en profitant d'un dollar canadien faible pour écouler une marchandise brute. Maintenant que l'avantage de la devise a fondu, syndicats et patrons revendiquent en chœur que le propriétaire de la forêt — les contribuables du Québec — leur cède la matière première pour rien en plus de prendre à sa charge les coûts d'exploitation de base de la richesse. Ce faisant, on peut s'attendre à ce que les Américains repartent en guerre avec l'argument logique de la subvention déguisée.

Pour ne pas avoir investi dans la recherche de produits à valeur ajoutée, voilà une industrie en pleine déroute qui a recours au chantage à l'emploi pour obtenir des faveurs qu'elle ne mérite plus.

Cela dit, pour quelques secteurs en difficulté, l'ensemble de l'économie peut et doit désormais tirer parti d'un dollar en meilleure santé. Le Canada a besoin de machinerie de pointe, de logiciels et autres composants technologiques à l'origine des gains de productivité. Grâce à la force nouvelle de notre devise, nous pouvons accélérer la cadence de modernisation de notre économie.

Il n'y a donc aucune raison de ne pas nous réjouir. Après tout, 60 % d'appréciation en moins de cinq ans par rapport à notre principal partenaire, voilà un revirement qui tient de l'exploit involontaire qu'il sera difficile de répéter. À moins d'imaginer le géant américain dans les câbles pour des décennies, ce qui ne serait même pas bon pour nous, aussi bien en profiter le temps que ça dure!

j.rsansfacon@ledevoir.com

La douceur des 16 ans

Seize ans. Geneviève Jeanson avait à peine 16 ans lorsque les premières doses d'érythropoïétine (EPO) ont coulé dans ses veines de cycliste. Drogée? Portée surtout par ce mystérieux et insatiable appétit pour la victoire. Et tristement pilotée par des figures qui ont profité d'une dualité étrange: la force extraordinaire qui guide les athlètes et la vulnérabilité innocente de l'adolescence.

Impossible de rester de marbre devant l'évolution du reportage choc mené par le journaliste d'Enquête, Alain Gravel, et diffusé jeudi soir. Sacrée reine du vélo au Québec, puis soupçonnée pendant des années de traverser les fils d'arrivée sous l'influence d'une adrénaline artificielle, Mme Jeanson, sous l'œil de la caméra, défonce une épaisse cloison de mensonges. Après dix ans de demi-vérités, de négations et de faussetés, la collision est brutale.

«Je n'ai jamais touché à de l'EPO de ma vie», affirmait la femme de 26 ans avec un aplomb débordant, visiblement exaspérée par l'opprobre dont elle était couverte depuis si longtemps. Quelques semaines plus tard, confrontée à une de ses propres contradictions, elle craque: «J'en ai pris.» Depuis la douceur de ses 16 ans. «Presque à l'année longue.»

Ce n'est que quelques instants plus tard que la caméra transmet l'émotion la plus douloureuse lorsqu'elle avoue, brisée: «Ce qui me fait le plus mal, c'est d'avoir menti au monde qui me croyait.»

Le cercle de ceux qui adhéraient encore à la version Jeanson s'était radicalement rétréci au fil du temps. Tout comme a fondu la confiance portée à ce sport de compétition, tant il est sali par les scandales à saveur de dopage. Dernier en lice: l'Américain déchu Floyd Landis, qui, un an après un contrôle positif à la testostérone, était reconnu coupable de dopage jeudi. Son feuilleton, qui reprend avec une similitude étonnante le parcours de Geneviève Jeanson, lui vaut de perdre son titre au Tour de France 2006.

Au-delà des aveux et de l'extraordinaire parcours d'une enfant plongée dans le mensonge, ce qui heurte le plus violemment dans ce récit est sans doute l'évidence la plus simple: qu'une athlète aussi physiquement entraînée soit victime de sa tête davantage que de son corps. Ce bête constat renvoie brutalement à la responsabilité des adultes qui entouraient l'adolescente au moment où décision fut prise de gagner en frondant la nature.

La deuxième tranche du reportage risque à cet égard d'être éclairante: on nous promet de braquer les projecteurs sur le personnage d'André Aubut, qui composait avec Mme Jeanson un ténébreux couple entraîneur-entraîné. Le sport d'élite est un milieu extraordinaire, réservé à des personnalités d'exception, tant du côté des athlètes que de celui de leurs maîtres à penser.

On voit maintenant à quel point la fusion de ces caractères uniques conduit à briser des destins. Hors de ce cercle vicieux, Geneviève Jeanson peut maintenant rouler le fil de sa vie hors du factice et retourner à la quiétude d'avant ses 16 ans.

machouinard@ledevoir.com



Jean-Robert Sansfaçon

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

LE HUARD GONFLÉ À BLOC...



GARNOTÉ
2007-09-22

L E T T R E S

Le Dion nouveau

L'entrevue qu'a donnée Stéphane Dion à Céline Galipeau mercredi était surréaliste. Pressé d'expliquer la déconfiture libérale aux élections partielles, le chef du Parti libéral du Canada y est allé d'une analyse toute personnelle.

À son avis, les gens se seraient mépris sur la véritable personnalité de Stéphane Dion. Je suis un défenseur du Québec, a-t-il claironné, mais on m'a mal compris. Je n'ai jamais voulu vendre mon image, a-t-il dit, et c'était une erreur. Je n'hésiterai plus à passer aux émissions de télé populaires pour me faire connaître et je vais assumer mon rôle de chef pour éviter que, dorénavant, la caricature l'emporte sur ma vraie personnalité.

On sait que tout est possible ou presque en politique, mais voir Stéphane Dion, l'universitaire recruté par Jean Chrétien pour mettre le Québec à sa place et empêcher tout progrès au chapitre constitutionnel, se présenter en défenseur des intérêts du Québec nous laisse sans voix. Lui, le père de la Loi sur la clarté, le défenseur de la théorie du provincialisme, le pourfendeur de la théorie des peuples fondateurs, proclame aujourd'hui son attachement au Québec. Il s'agit ici d'un de ces virages politiques à 180 degrés qui, malheureusement, sont devenus trop fréquents.

Comme Joseph Facal le disait récemment, ce ne sont pas les relents du scandale des commandites qui expliquent la défaite libérale

aux élections partielles mais bien la mémoire politique des Québécois qui leur rappelle combien Stéphane Dion fut méprisant envers leurs aspirations légitimes, eux qui espèrent toujours un traitement égalitaire et constitutionnel avec les Canadiens anglais.

Il faut croire que Stéphane Dion n'a pas le talent de Jean Chrétien pour dissimuler son mépris envers sa propre nation.

Pascal St-Pierre

Trois-Rivières, le 19 septembre 2007

October 70, une série tordue

La série canadienne *October 70* est-elle une bonne ou une mauvaise série? À s'intéresser uniquement au jeu des acteurs, aux costumes, aux décors ou à la réalisation, on passe à côté de la question. Le problème réside plutôt dans le pourquoi!

Quel est le sens de cette série tournée en anglais par la Canadian Broadcasting Corporation (CBC) pour être ensuite traduite en français à l'intention des indigènes québécois? Voilà la véritable question.

Mais pour bien saisir la signification de cette série tordue, il faut avoir visionné les huit épisodes. Soudain, tout s'éclaire. On s'aperçoit alors que la clef de la série était déjà donnée dès le générique de début. Tout était déjà dans l'affiche. Selon Wayne Grigsby et Peter Mitchell, les auteurs, les véritables héros de la Crise d'octobre sont l'inspecteur Julien Giguère, joué par Patrick Labbé, et l'informatri-

ce de police Carole Devault, personnifiée par l'actrice Karine Yanasse.

Comme aux États-Unis où le bon Noir ne peut être qu'un «Uncle Tom», on dirait que, dans l'inconscient collectif des auteurs de la CBC, les héros ne peuvent être que deux bons «French Canadians» comme on les aime tant au Canada: une bonne grosse police qui défend avec ardeur le système d'exploitation néocolonial de ce pays et une bonne auxiliaire infiltrée qui trahit ses camarades pour une poignée de dollars. Voilà le sens véritable de cette série. Le reste, c'est de la bouillie pour les chats!

Pierre Falardeau

Cinaste, auteur et réalisateur d'*October (1994)*

Montréal, le 20 septembre 2007

Haro sur les frites!

Il doit bien y avoir de la drogue dans les frites, compte tenu de la difficulté de nos jeunes à se défaire de l'habitude de les consommer avec ou sans ketchup ou mayonnaise, sans parler de la poutine, dont ils ne peuvent pas se passer.

Il faudrait ajouter les frites à la liste des produits illicites et condamner aux travaux forcés ceux qui en produisent, en vendent ou en mangent, ce qui contribue de plus à élargir avant tout la partie de leur corps qui sert le plus à la position assise.

Gilles Bousquet

Saint-Hyacinthe, le 19 septembre 2007

REVUE DE PRESSE

À chacun ses montagnes russes

Manon Cornellier

Même si le chef libéral Stéphane Dion avait voulu se faire oublier, il n'aurait pas pu y parvenir cette semaine. Les résultats des élections partielles de lundi ont provoqué une avalanche de commentaires souvent très durs à son endroit, par exemple celui de Licia Corbella, dans le *Calgary Sun*, qui le compare à Stockwell Day, notant leurs très courtes lunes de miel respectives, le même sentiment d'erreur qui a suivi leur élection et la même rapidité avec laquelle les couteaux sont sortis. Et, selon elle, «les deux hommes, à des degrés divers, le méritent».

Le lendemain du vote, Don Martin, chroniqueur de la chaîne CanWest, a suivi Dion dans une foire agricole. Il n'y semblait pas à sa place, pas plus que ne l'aurait été Stephen Harper, dit Martin. Mais il ajoute ceci: «Le problème pour M. Dion est que les résultats dans Outremont lundi soir suggèrent qu'il cadre dangereusement mal avec sa propre base québécoise» et que l'impression de perdant qui lui colle à la peau est juste. Le *Star Phoenix* de Saskatoon ne s'attend pas à ce que «les libéraux soient assez fous pour lâcher leur chef avant des élections générales, mais si Dion n'a pas vu d'ombres se profiler derrière lui avant lundi, il doit en être plus conscient aujourd'hui». Lui qui affirmait récemment être prêt à défaire le gouvernement devra y repenser à deux fois.

Selon le *National Post*, les libéraux ne seront plus tentés par des élections hâtives, pas plus que le Bloc. M. Harper, lui, gagne sur tous les fronts. S'il peut provoquer la chute de M. Dion, son parti sera le mieux placé pour profiter de la situation. S'il n'y parvient pas, il pourra mettre en œuvre son programme gouvernemental. Contrairement à la plupart des commentateurs, James Travers, du *Toronto Star*, pense que MM. Harper et Dion ont maintenant tous deux intérêt, aussi mitigé soit-il, à affronter l'électorat cet automne. L'élan des conservateurs, dit-il, ne peut que s'affaiblir avec le temps. Par contre,

rien ne garantit qu'ils sortiraient majoritaires d'un scrutin précipité. De son côté, «aux prises avec une insurrection, Dion a besoin d'un danger imminent pour rappeler aux libéraux que le chef n'est pas l'ennemi». Il conclut ainsi: «Aussi imparfait et aussi précaire que puisse être le scénario d'élections autumnales, il peut s'avérer la meilleure solution de rechange pour les deux chefs et leurs partis, si ce n'est pour le pays.»

Au-delà de Dion

Plusieurs chroniqueurs estiment que M. Dion ne peut pas porter le blâme à lui seul. John Moore écrit dans le *National Post* que «Dion n'est pas un symptôme de ce qui ne va pas avec le Parti libéral mais un éventuel remède. Outremont est la défaite d'un establishment partisan moribond. Le défi de Dion consiste à utiliser ce coup dur pour jeter, sur le parti, le napalm qu'il mérite de recevoir».

Greg Weston, du *Ottawa Sun*, rappelle que la désorganisation des libéraux, mise en lumière avec les partielles, confirme qu'il n'y a plus de vraie machine rouge au Québec depuis longtemps. Si les libéraux y ont conservé des sièges pendant des années, c'est parce qu'ils étaient la seule solution de rechange fédéraliste. L'arrivée de Stephen Harper a changé la donne. M. Dion doit porter une part du blâme, mais pour le reste, il a hérité d'une machine réduite à néant une fois l'argent des commandites disparu. Or, «pas d'argent, pas de mercenaires, pas de votes».

Dans le *Vancouver Sun*, Barbara Yaffe invite tout le monde à se calmer et à cesser de tirer trop de conclusions de simples élections partielles. Elle trouve exagérés les sombres diagnostics sur la santé des libéraux. Selon elle, «Dion est le Kim Campbell de notre temps», un chef aux prises avec les fantômes et les scandales de ses prédécesseurs.

Le *Globe and Mail* rappelle que M. Harper a, avec astuce, déclenché trois élections partielles au Québec tout en laissant vacants trois sièges que les libéraux auraient fort probablement

remportés ailleurs. En orchestrant les choses de cette manière, M. Harper a permis ce qu'il impose la perception selon laquelle «le parti de M. Harper est sur une lancée alors que celui de M. Dion est en déroute». Les libéraux doivent être préoccupés par leurs échecs, dit le *Globe*, mais des partielles sont un mauvais étalon de mesure de la force des partis.

James McNulty, chroniqueur à *The Province*, de Vancouver, et le *Vancouver Sun* s'inquiètent pour leur part des concessions que M. Harper pourrait être tenté de faire au Québec afin d'y gagner des sièges. James McNulty affirme que les conservateurs ont comblé le vide laissé par le Parti libéral à l'extérieur de Montréal «en graissant encore plus la Belle Province que les libéraux ne l'ont fait». Il lance un avertissement: «Graisser le Québec a peu de chances d'avoir le même attrait à Toronto et à Vancouver».

L'or albertain

L'affaire n'a eu aucun écho au Québec mais en Alberta, ce fut le coup de tonnerre. Un rapport sur les redevances payées par l'industrie pétrolière, produit à la demande du gouvernement Stelmach, recommandait cette semaine de hausser les revenus pétroliers et gaziers de la province de 20 % par année. L'industrie a poussé les hauts cris, mais la pression est forte sur le premier ministre Ed Stelmach. Les Albertains ont de plus en plus l'impression que leur province ne reçoit pas sa juste part des retombées du boum pétrolier. Ce rapport, intitulé *Notre juste part*, leur a donné raison.

Jason Markusoff, du *Edmonton Journal*, rappelle qu'Ed Stelmach avait fait de cet enjeu un élément central de sa plateforme lorsqu'il a pris le pouvoir. Or on s'attend à des élections en 2008, et s'il ne fait rien, il pourrait en payer le prix. Sa réponse est attendue vers la mi-octobre. Don Braid, du *Calgary Herald*, pense que «ce rapport représente un défi extrêmement dangereux pour Stelmach et son gouvernement. Bien écrit et passionné, il va fort probablement stimuler l'appétit du public pour des redevances plus élevées».

mcornellier@ledevoir.com

IDÉES



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

«Vivante, souriante, conviviale, multiculturelle, notre université, en dépit de sa situation incertaine, des difficultés financières, de son budget notablement insuffisant, réussit — sans doute est-elle un peu magicienne? — à persévérer dans sa mission.»

Des professeurs de l'UQAM défendent leur établissement

Une université dans la ville, de la ville et pour la ville

Quand un navire essuie une tempête et risque de sombrer, tous les bateaux proches et les marines nationales lui portent secours, sans se demander si le possible naufrage est dû à une faute du capitaine ou à une maladie des marins. Il en va de même pour le secours inconditionnel des pompiers en cas d'incendie. Marins et pompiers sont ici paradigmatiques, et on peut s'interroger sur ce qui pousse les uns et les autres à enfoncer à cœur joie une vivace institution quadrangulaire. Eh bien non! Le navire UQAM flotte toujours, pavillons au vent, marins en pleine forme, et il ne sombrera pas. *Fluctuat nec mergitur.*

Fière fille de la Révolution tranquille

1969. Il ne faut jamais oublier que l'Université du Québec à Montréal est née de la Révolution tranquille, seule université dont le nom même la désigne à la fois comme université d'État, université publique et université urbaine, ancrée dans notre ville. C'est dire qu'elle représente encore, en dépit de l'actuel déferlement de l'idéologie néolibérale, un des lieux institutionnels où s'est matérialisée la volonté de construire une société juste, un établissement déterminé à accomplir un idéal commun d'égalité et de solidarité.

Mais voici que les objectifs dont l'UQAM s'est dotée dès sa création, qui orientent son extraordinaire développement depuis maintenant près de 40 ans — l'accessibilité sociale et géographique traduisant la volonté démocratique de ces années lumineuses, l'autonomie institutionnelle, la liberté académique, la coopération dans la diversité, l'esprit critique —, tous ces objectifs devenus principes dynamiques d'action sont aujourd'hui battus en brèche par le gouvernement libéral.

Qui veut noyer son chien l'accuse d'avoir la rage

Ce gouvernement semble avoir complètement oublié deux choses d'importance: que l'UQAM est sa propre création et que, s'il fallait l'abandonner, il s'abandonnerait lui-même — autrement dit, il dénierait toute substance au concept d'établissement public —, et que le libéralisme, en principe, se distingue du marxisme mécanique réduisant toutes les déterminations à la seule instance économique. Le culturel et le politique ont le pas quand il s'agit d'éducation et non de commerce.

Peut-on lire sans sursauter, si on est minimalement de bonne foi, que la ministre [de l'Éducation, Michelle Courchesne renvoie l'UQAM à sa mission sociale première? C'est curieusement faire bon marché de toutes les réalisations de notre université, qui attestent non seulement qu'elle ne s'est jamais éloignée de ses propres objectifs mais aussi, tel le sage personnage de la parabole évangélique, qu'elle a fait fructifier ses «talents» au centuple. Disons-le sans ambages: l'UQAM

est l'université publique par excellence. Pourquoi? Parce qu'elle donne toute sa signification et toute sa portée à ce qu'on appelle la mission sociale, nous entendons sa mission de formation, de recherche et création et de service public, sous tous les points de vue à partir desquels on la considère.

Visages sociaux de l'UQAM

■ **LUQAM, une université pionnière**
Elle a réussi à développer, avec le manque chronique de ressources qui est le sien, la plupart du temps aux trois cycles, des programmes innovateurs qui ont fait leur marque féconde, par exemple en sciences dites dures, sciences de l'environnement, ou santé et société, tous champs que les universités plus traditionnelles ne s'aventuraient pas à défricher, voire dédaignaient et qui, maintenant, font école.

Ces programmes ont attiré et attirent de plus en plus d'étudiants d'un peu partout et leur renommée dépasse nos frontières. La recherche, par exemple en oncologie moléculaire, pointue, utile, stimule l'attrait des jeunes pour les sciences pendant que l'excellence de la formation nous promet une relève de qualité. L'expertise, la rigueur, la compétence sont récompensées, comme en atteste l'augmentation actuelle, à tous les cycles, des effectifs étudiants. Avec ses 50 000 étudiants, ses 170 000 diplômés, l'UQAM n'est-elle pas une université avec laquelle on compte, sur laquelle on compte, si on veut parler en termes de progrès et d'utilité sociale?

■ **LUQAM, université contemporaine**
Dès ses débuts, notre université a su ouvrir les disciplines les plus traditionnelles aux courants contemporains, aux débats actuels, aux problématiques complexes, répondant ainsi aux mutations sociales et aux défis les plus difficiles. Un souffle ample, original, anime l'enseignement, semestre après semestre, dans les nombreuses disciplines abordées dans nos murs, de manière irremplaçable. Le Québec pourrait-il se passer d'une telle contribution?

■ **LUQAM, fer de lance économique et culturel**
Le rôle essentiel de l'UQAM dans la prise en main du destin économique des francophones se révèle au fil des succès remportés par son école des sciences de la gestion alors que son école de design alimente la plupart des «boîtes» renommées de Montréal. Moteur économique puissant à l'échelle de la métropole dans laquelle elle s'ancre, notre université tient son rôle dans l'essor économique des Québécois. Serait-il si négligeable qu'on puisse l'occulter sans autre forme de procès?

Et encore, la culture et les médias d'ici seraient-ils aujourd'hui ce qu'ils sont, manifesteraient-ils la même créativité, la même exubérance, sans l'apport des diplômés de notre faculté des arts et de notre faculté de communication, qui contribuent à modeler l'identité symbolique du Québec et du Grand Montréal?

■ **LUQAM, première de classe**
Se situant aux premiers rangs des universités canadiennes pour la recherche, les bourses, les contributions en sciences humaines et sociales, notre université

ne se distingue-t-elle pas par son audace intellectuelle, son rayonnement scientifique? Et aussi par sa capacité à attaquer de front les grands problèmes sociaux comme la pauvreté ou le suicide des jeunes?

Rappelons aussi ces chiffres éloquentes: sait-on qu'en éducation, l'UQAM forme 30 % des enseignants du Québec et près de 70 % de ceux de Montréal?

■ **LUQAM, université internationale**
LUQAM porte haut, loin et fort le flambeau de Thémis à tous les coins de la planète. Ses juristes et ses politologues de la faculté de science politique et de droit qui apparaissent sur nos écrans chaque fois que nous sommes secoués par des crises, ses diplômés, ne sont-ils pas engagés, avec générosité, avec liberté, dans la défense et la promotion des droits de la population? Ses analystes politiques ne rendent-ils pas accessible à une grande partie de la population la compréhension des enjeux mondiaux?

■ **LUQAM, université accueillante**
Vivante, souriante, conviviale, multiculturelle, notre université, en dépit de sa situation incertaine, des difficultés financières, de son budget notablement insuffisant, réussit — sans doute est-elle un peu magicienne? — à persévérer dans sa mission. Elle continue à œuvrer de son mieux, de manière responsable, lucide, inventive, révolutionnaire, ordonnée, au développement des nouvelles données scientifiques, sociales, intellectuelles, sous la promesse toujours renouvelée du plus grand bonheur pour le plus grand nombre.

■ **LUQAM, une réalité pérenne**
Il serait inimaginable que l'UQAM, telle qu'elle vit et telle qu'elle se développe, disparaisse du paysage Montréalais. Ou, pis encore, qu'elle perde son âme, c'est-à-dire qu'elle cesse de se préoccuper du bien commun, du bien public. Elle perdrait son caractère spécifique qui confère unité et cohérence à ses multiples visages, qui lui donne sa fraîcheur et sa vigueur.

Aussi, uqamiennes, uqamiens, nous nous déclarons intraitables. Nous nous mobiliserons toujours pour préserver l'intégrité de notre université, pour contribuer à son rayonnement, bref, pour lui garder sa place vibrante indissolublement liée à l'histoire du Québec et de son peuple.

Vivat, crescat, floreat!

Ont signé cette lettre d'appui à l'UQAM les professeurs suivants: Jacques Beauchemin, Martine Beaulne, Paul Bélanger, Diane Berthelette, Josiane Boulad-Ayoub, Antoine Char, Jean-François Chassay, Marc H. Choko, Teodor Gabriel Crainic, Charles-Philippe David, Martine Epoque, Alain G. Gagnon, Louise Gaudreau, Yves Gingras, Laurier Lacroix, Jean-Paul Lafrance, Simone Landry, Peter Leuprecht, Jacques Lévesque, Marc-Michel Lucotte, Danielle Maisonnewe, Frédéric Metz, Claude Pichet, Monique Régimbald-Zeiber, Paul Tana, Yves Théorêt, Larry Tremblay.



Denise Bombardier

Retour au VIII^e siècle

Quoi de mieux qu'un voyage dans le temps pour comprendre le présent? Ceux qui, en ces jours de débats sur les accommodements raisonnables, s'excitent et lèvent le nez en se le bouchant à propos de certains commentaires de citoyens des régions du Québec savent-ils qu'ils sont les disciples d'Alquin, un moine d'York qui, au VIII^e siècle, conseillait Charlemagne? Pour Alquin, du *vox populi* ne sortait que tumulte et folie. Le moine philosophe contestait l'idée que le *vox populi* était le *vox dei*, c'est-à-dire une parole sacrée.

Les mises en garde et les objections soulevées par plusieurs commentateurs autour de la commission Bouchard-Taylor portent en effet sur la pertinence de permettre à tout un chacun de dire publiquement ce qu'il pense. On pourrait sans trop caricaturer affirmer que ces gens aiment la démocratie mais se méfient du peuple ou le dédaignent. Or cette position élitiste est plus répandue qu'on aime à le croire. Il y a par exemple, dans la rectitude politique, ce mal contemporain, une tentative de compresser la parole populaire dont ne peuvent sortir que bêtise et intolérance. Mais avant tout, cette parole populaire peut contrevenir à l'ordre social tel que défini par l'élite qui se croit éclairée mais qui, de fait, protège souvent ses intérêts.

Certains des propos exprimés donnent à penser que parmi ces «élites», certains, ceux-là mêmes qui adorent la démocratie alléguée du peuple, se sentent menacés dans leur position dominante de dispensateurs d'opinions. Ils sont plus nombreux qu'on le pense, les vrais et faux intellectuels qui vivent en vase clos et n'ont de connaissance du peuple que ce que la rumeur leur rapporte. Ils ne fréquentent que des gens comme eux, qui pensent comme eux ou qui les idolâtrant. Le peuple se résume ainsi aux commerçants qu'ils croisent, à leur femme de ménage et à tous ceux qui regardent ou écoutent des médias qu'ils snobent. Le peuple lit ce qu'ils méprisent, mais il leur arrive parfois d'avoir des faiblesses pour des icônes populaires et quêtaines auxquelles ils décernent des *nilhil obstat* comme dans le meilleur temps de la catholicité doctrinaire.

Sur des sujets aussi importants et délicats que la tolérance, l'immigration et le racisme, les élites n'ont pas le monopole de l'expression. À ce jour, les séances de la commission Bouchard-Taylor ont démontré que la sagesse populaire n'est pas une expression vaine et, de fait, on n'assiste pas à ce dévouement annoncé par les pontes de toute espèce. Ce qui est particulièrement gênant dans les dénonciations des possibles errements du peuple parlant, c'est ce qu'elles recouvrent.

En poussant le raisonnement plus avant, il faudrait conclure à l'incapacité de voter de larges couches de la population, à savoir les ignorants, les vieillards légèrement confus, les adolescents atardés, les drogués perpétuels, les racistes de tout acabit, et la liste pourrait s'allonger. Qui, à vrai dire, possède assez de pureté citoyenne, de culture démocratique, de jugement éclairé, pour faire un choix? Je me souviens qu'à 21 ans, l'âge pour voter à l'époque, un politicien qu'impressionnait ma fougue mais que dégoûtait mon progressisme avait eu cette phrase massue: «*Savez-vous, chère demoiselle, que votre vote est annulé par celui de la prostituée de la rue Saint-Laurent!*» (La Main grouillait d'activité alors.) J'en étais restée aussi estomaquée que scandalisée et n'avais pu répondre qu'en l'injuriant, mais avec la politesse qu'on y mettait à l'époque et qui ajoutait à l'insulte.

Personne ne peut s'arroger le droit de distribuer ou de retirer la parole publique dans nos démocraties, sauf si cette parole viole les lois. Ceux qui, par profession, sont dépositaires de parole n'en sont pas les propriétaires uniques. Pas plus que ceux qui font métier de prôner la vertu. La Commission sur les accommodements raisonnables n'est pas une tribune payée par nos taxes à l'usage exclusif des bien-pensants. Nous ne sommes pas ici dans l'esthétique intellectuelle et morale. La vérité toute crue comporte aussi de la laideur, de la hargne, de la rage, voire de la haine. Les commissaires sont précisément là pour harnacher les propos mais non pour les censurer, comme l'a fait cette semaine un coprésident avec un participant plus énervé que xénophobe, qu'il a semoncé.

Certes, il y a des paroles plus justes que d'autres. Plus généreuses, plus instruites aussi. Mais la connaissance et la culture ne mettent pas à l'abri de tous les préjugés. Elles ne débouchent pas toujours sur la vérité. Or, en matière d'accommodements, nous sommes dans l'univers de l'opinion. Force est de constater que les gens d'ici pratiquent peu l'extrémisme. Certains propos de chroniqueurs et de commentateurs sur l'aveuglement du peuple et les dangers de le laisser s'exprimer sans le filtre que constituent les journalistes et les élites intellectuelles, traducteurs des idées des autres, ces propos non seulement ont été malvenus mais jugent aussi lourdement ceux qui les ont exprimés. Ils ont de plus mis en lumière le fossé entre ceux qui parlent au nom du peuple mais qui le méprisent et ceux qui le respectent tout en le critiquant. La voix du peuple n'est peut-être pas sacrée, mais personne ne peut s'y substituer ou se l'approprier. L'histoire nous enseigne où cette usurpation et ce mépris peuvent nous conduire.

denbombardier@videotron.ca

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

Le Bloc québécois, plus que jamais!

ROBERT PERREAULT

Ex-député de Mercier et ex-ministre du gouvernement du Parti québécois

En février 2007, l'ancien ministre fédéral de l'Environnement, David Anderson, déclarait que «le seul leader demeuré constant dans son appui à Kyoto était le chef du Bloc québécois, Gilles Ducesse». Si cette affirmation est vraie à l'échelle canadienne, elle est encore plus vraie à l'échelle québécoise.

Les conservateurs de Stephen Harper ont depuis longtemps fait la démonstration de leur volonté de saboter Kyoto du fait de leur défense aveugle de l'industrie pétrolière de l'Ouest. Les libéraux ont eux aussi fait la démonstration de leur impuissance à agir, incapables qu'ils sont de résister au lobby pétrolier, si puissant au sein de l'économie canadienne.

Les néo-démocrates, quant à eux, nous offrent un discours léniériste, mais quand vient le temps de choisir entre l'industrie automobile de l'Ontario et Kyoto, ils choisissent toujours l'industrie ontarienne. Leur candi-

dat avait d'ailleurs une belle occasion, dans le dossier du prolongement de l'autoroute 25, de faire la preuve de sa détermination en faveur de Kyoto: il aurait pu choisir, pour Montréal et sa région, des solutions aux problématiques de transport urbain plus respectueuses de l'environnement. Au bout du compte, il aura lui aussi cédé au lobby du tout-à-l'automobile.

La réalité, c'est que les centrales au charbon et l'industrie automobile de l'Ontario, le pétrole et le gaz de l'Atlantique et de l'Ouest canadien enrichissent ces provinces et déterminent les choix politiques du Canada. Au Québec, c'est tout le contraire: la pollution nous appauvrit.

Les industries polluantes étant au cœur de l'économie canadienne, cela implique des solutions de lutte contre les changements climatiques radicalement différentes au Québec et au Canada. Contrairement aux autres partis, le Bloc québécois est conscient de cette situation et a sans cesse fait preuve de leadership depuis des années. La solution, c'est, entre autres, l'approche territoriale défendue par le Bloc à Ottawa, qui permettra au Québec d'appliquer Kyoto à sa manière.

Le Bloc québécois fait campagne depuis des mois pour amener le Québec à se libérer du pétrole. Cette vision d'avenir mettra au Québec de relever le défi des changements climatiques et du développement économique. Pour tous ceux d'entre nous qui ont à cœur l'environnement et la lutte contre les changements climatiques, l'élection partielle dans Outremont [lundi dernier] nous donne l'occasion d'appuyer fermement le Bloc québécois et Gilles Ducesse. Aucun autre parti fédéral n'aura agi avec autant de constance dans ce débat; le Bloc a su demeurer progressiste sur le fond et en symbiose avec l'opinion des Québécois.

Si le Québec était aujourd'hui un pays indépendant, les Québécois, solidaires des accords de Kyoto et fidèles à la parole donnée, seraient parmi les peuples du monde engagés dans la lutte pour sauver notre planète. Nous devons au contraire nous contenter d'assister, impuissants et dans la gêne, aux tristes simagrées canadiennes. Voilà autant de raisons de demeurer fidèles au Bloc et à la souveraineté du peuple québécois, la seule option qui garantisse la maîtrise de notre destin et de notre dignité.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myers (justice et faits de société), Clairandree Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Emilie Folie-Boivin, Vincent Cauchy (communis internet), Laurence Clavel (pupitre), Philippe Papineau (pupitre), Louise-Madeleine Rioux-Soucy (Santé), Pauline Gravel (sciences), Michel Garneau (caricaturiste), Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Martin Duchon, Michèle Malenfant et Christine Dumas (correctrices), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes), à l'information culturelle: Michel Bélar (théâtre et cahier Culture), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (films), Odile Tremblay (cinéma) Isabelle Paré (culture), à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Keny (pupitre), Éric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins, à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, à l'information politique: Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque, à l'information politique: Hélène Buzzetti (directeur), Manon Derome, Olivier Spéciel (Québec), Monique Bhérier (Ottawa), LA PUBLICITÉ Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Dave Cameron (directeur adjoint), Julie Chrétien, Marjane Côté, Christiane Legault, Amélie Maltais, Claire Paquet, Geneviève Fierrot, Chantal Rainville, Martine Riopelle, Isabelle Sanchez, Nadia Sebai, Mélisande Simard (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire), LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zernath, Olivier Zuida, INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Rachelle Leclerc, Jean-Robert Divers (responsable promotion), L'ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

PHILOSOPHIE

LE DEVOIR DE PHILO

Teilhard de Chardin craindrait YouTube

*L'univers informatique se nourrit-il de l'homme
au point de lui ravir sa place?*

La philosophie nous permet de mieux comprendre le monde actuel: tel est un des arguments les plus souvent invoqués par les professeurs de philosophie pour justifier l'enseignement de leur matière au collégial. Il y a près de deux ans maintenant, *Le Devoir* leur a lancé le défi, non seulement à eux, professeurs, mais aussi à d'autres auteurs, de décrypter une question d'actualité, à partir des thèses d'un grand philosophe.

PHILIPPE NAVARRO

Maître en relations internationales et auteur de science-fiction, l'auteur a publié le roman d'anticipation *Delphes en 2005*. Il est aussi le leader du groupe *Water On Mars*, en nomination à l'ADISQ pour le meilleur album de musique électronique.

En 2006, le magazine *Time* décernait le titre de personnalité de l'année à l'internaute du Web 2.0. Ce citoyen des «métropoles virtuelles» que sont les YouTube, les MySpace, les Wikipedia, serait le fer de lance d'une «révolution»: «Nous assistons à une explosion de la productivité et de l'innovation alors que des millions d'esprits qui autrement auraient été condamnés à l'obscurité sont parties prenantes de l'économie intellectuelle globale.»

Plutôt que le portrait d'une quelconque célébrité, la page couverture de *Time* arborait une surface réfléchissante, encadrée par un moniteur informatique. Le lecteur, magazine en main, y voyait son propre reflet. Mais se sentait-il vraiment élu personnalité de l'année? Ou était-ce plutôt l'ordinateur? Car cette astucieuse page couverture en évoquait une autre: en 1982, *Time* avait déjà donné le titre de personne de l'année... à l'ordinateur! A la une, une silhouette figée fixait un moniteur informatique. Or c'est bien du même couple, dans la même pose, qu'il s'agit. Seulement, l'homme, en un quart de siècle, a été aspiré par l'écran.

L'univers informatique se nourrit-il de l'homme au point de lui ravir sa place? C'est bien ce que semble suggérer *Time* à travers cette succession d'images.

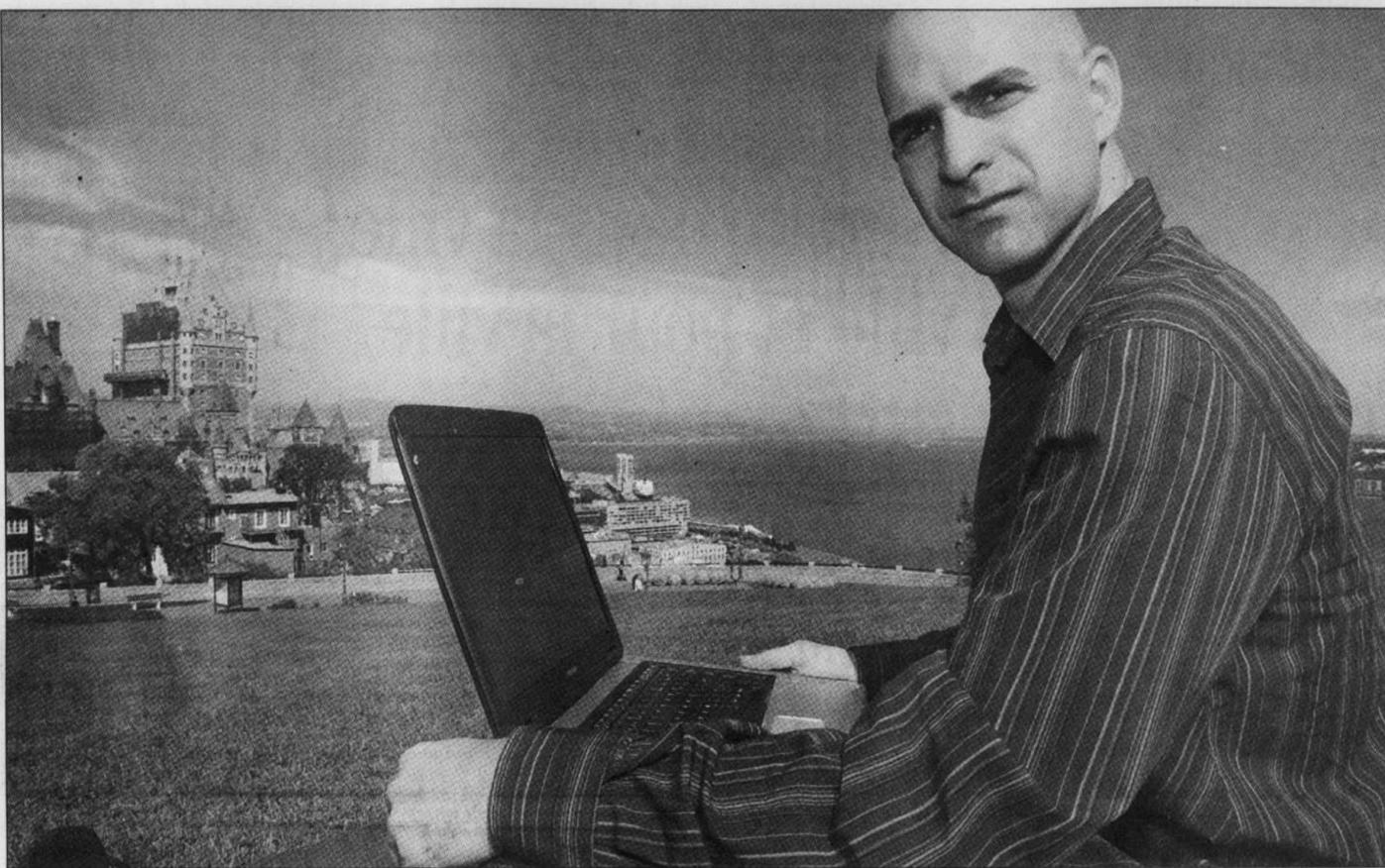
L'œuvre du philosophe, théologien et paléontologue Pierre Teilhard de Chardin offre une réponse à cette question soulevée par le magazine *Time*. Elle n'est pas forcément réconfortante: «Nous n'exagérons pas l'importance de nos vies contemporaines en estimant que sur elles un virage profond du monde s'opère au point de les broyer.»

L'homme sera-t-il «broyé» par un «virage» techno-industriel dont la pointe pourrait bien s'avérer être l'ordinateur, sa propre création? Des légions d'auteurs de science-fiction, dont certains se réclament directement de la philosophie de Teilhard, ont fait leurs choux gras de cette sinistre perspective. A tort ou à raison?

La noosphère et la cybersphère

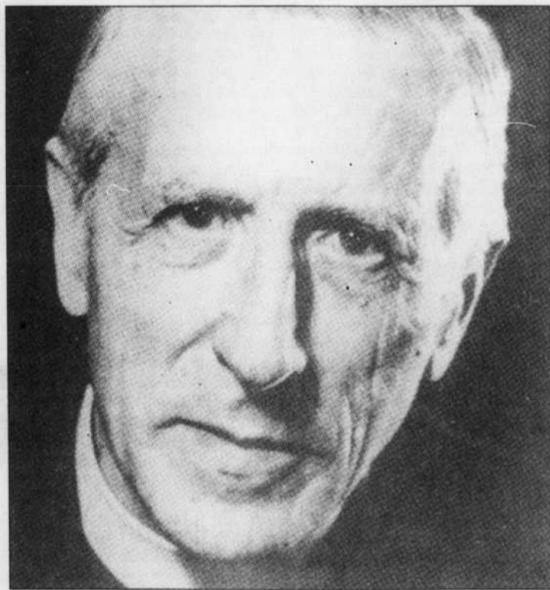
Définissons deux concepts: la noosphère et la cybersphère. La noosphère est la nappe de pensée réfléchie enveloppant la Terre. C'est la somme de la matière grise humaine. Par analogie, c'est la biosphère de l'esprit. Une erreur commune — que se garde bien de commettre *Time* — est de voir dans le phénomène Internet une prétendue «venue de la noosphère». Il n'en est rien. Teilhard, qui fut un des premiers à évoquer la noosphère dans les années 1920, fixe son apparition au tournant du néolithique, soit 10 000 ans avant notre ère.

La cybersphère, quant à elle, est la somme des contenus numérisés et mis en réseau. Internet pour une large part, bien sûr, mais pas seulement cela. Par opposition, c'est la biosphère des «machines». La cybersphère est un nourrisson à l'échelle de l'évolution, tout juste né dans les années 1960.



CLÉMENT ALLARD LE DEVOIR

Philippe Navarro: «L'ordinateur, après la chambre du XVII^e siècle, après la salle de concert du XIX^e, après le stade de la fin du XX^e, est devenu le lieu d'une des formes d'expression artistique les plus nobles de l'humanité. La machine en a durablement modifié l'instrumentation, l'approche compositionnelle et l'écoute. Mais nous n'avons sans doute rien vu encore.»



SOURCE GOOGLE IMAGES

Teilhard de Chardin: «Nous n'exagérons pas l'importance de nos vies contemporaines en estimant que sur elles un virage profond du monde s'opère au point de les broyer.»

Malgré l'existence de milliards de pages Web, la cybersphère ne représente qu'une infime portion de la noosphère, cet insondable océan de la pensée humaine. L'essentiel de l'œuvre humaine n'est pas numérisé. De pleins tiroirs de journaux intimes ne seront sans doute jamais. La prétendue omniscience informatique est largement surfaite. On en voudra pour preuve le 11-Septembre, qui aurait pu être évité si les agences de renseignement ne s'étaient pas autant basées sur l'écoute électronique. On a tenu pour acquis que la cybersphère recoupait suffisamment la noosphère pour s'y fier. C'était une approche dans le meilleur des cas prématurée.

La cybersphère ne recoupe pas encore la noosphère, mais c'est bien la tendance observée. L'univers des «machines» gruge, lentement mais sûrement, l'univers des hommes. «L'ordinateur changera-t-il la nature même de la pensée humaine?», se demandait *Time* en 1982, avant de répondre par l'affirmative en 2006. Qu'il suffise de prendre l'exemple de la musique. Produite sur des Mac, téléchargée sur le Web, on l'écoute sur des iPod.

L'ordinateur, après la chambre

du XVII^e siècle, après la salle de concert du XIX^e, après le stade de la fin du XX^e, est devenu le lieu d'une des formes d'expression artistique les plus nobles de l'humanité. La machine en a durablement modifié l'instrumentation, l'approche compositionnelle et l'écoute. Mais nous n'avons sans doute rien vu encore.

Aussi, la une de *Time* — cette mise en scène du lecteur capturé par un écran — n'est encore... qu'un avertissement.

Une croissance exponentielle

Qu'est-ce qui nous pousse à croire que ce phénomène, cette croissance de la cybersphère, plutôt que toute autre chose, constituerait de fait le cœur de ce «virage» annoncé par Teilhard? La cosmogénèse (le big-bang), la biogénèse (l'éclosion de la vie), la noogénèse (la dissémination de la pensée) sont autant, chez Teilhard, d'étapes de «l'évolution vers l'esprit». Ces étapes, de plus en plus circonscrites, forment un cône s'orientant vers un foyer théorique, le point Oméga, «émergeant sur la totalité organisée des humains plutôt que de la confluence de leurs ego».

Or, chez Teilhard, la noogénèse n'est pas la dernière étape de l'évolution avant cette finalité théorique puisqu'il entrevoit clairement l'apparition, entre-temps, de nouvelles formes de vie: «La matière paraît morte. Mais en réalité, la pulsation prochaine ne se préparerait-elle pas lentement, partout autour de nous?»

Il avance même que l'homme puisse être l'agent de ce bond évolutif: «N'allons-nous pas être capables, un jour, de provoquer ce que la Terre, laissée à elle-même, ne semble plus pouvoir opérer: une nouvelle vague d'organismes, une Néo-Vie, artificiellement suscitée?» Mieux encore: Teilhard y voit pour ainsi dire le fatum, le destin de l'humanité: «La tâche mise entre nos mains [est] de pousser plus loin la noogénèse.»

Il n'est pas anodin pour notre propos que l'informatique fasse précisément partie, dès 1953, des prévisions de Teilhard en ce qui a trait à ce rebondissement attendu de l'évolution.

Il verra dans ces «extraordinaires machines électroniques» des multiplicatrices de pouvoir mental, «qui seraient à la vision ce que les instruments optiques sont à l'œil». Pourtant, rappelons qu'à cette époque, il fallait 150 kW (l'équivalent d'une rame de métro) au premier ordinateur, ENIAC, pour stocker deux kilobits! Il aurait fallu des milliers de ces monstres de 30 tonnes pour mémoriser un seul fichier MP3. Visionnaire, Teilhard l'était à plus d'un titre.

Quel potentiel — ou quels périls — verrait-il alors au formidable réseau informatique contemporain? Aujourd'hui, cette «prise en masse de l'humanité dans une seule unité noosphérique», pour reprendre ses termes, est bel et bien ce que décrit *Time* avec le Web 2.0: «Il s'agit de création de communautés et de collaboration à une échelle inédite. Mais surtout, le phénomène type qu'est YouTube, par exemple, est bien une «totalité organisée» plutôt qu'une «confluence des ego».

Ces clips, ces innombrables tranches de vie numérisées, ces fragments de noosphère, forment à première vue un effarant salmigondis. Néanmoins, ils sont bel et bien classés au même endroit, sous le même format, et sont téléchargeables à n'importe quel point de la planète.

Non seulement l'inflation de la cybersphère mais aussi sa troublante capacité à mettre de l'ordre dans notre propre chaos sont palpables. La tangibilité de l'«unité noosphérique» annoncée par Teil-

hard — et constatée par *Time* — l'est d'autant.

Poussons plus loin la réflexion et osons une hypothèse hardie. La cybersphère, en franchissant le seuil dit de «complexité-conscience», serait en soi la prochaine étape évolutive annoncée par Teilhard.

La loi de complexité-conscience de Teilhard stipule que la montée de conscience est fonction de la quantité de matière nerveuse et de la richesse des connexions: «Laissez assez longtemps à elle-même, sous le jeu prolongé et universel des chances, la Matière manifeste la propriété de s'arranger en groupements de plus en plus complexes et en même temps de plus en plus sous-tendus de conscience.»

Une synapse n'a pas de conscience: il s'en trouve du reste des milliards dans le premier reptile venu. Si le cerveau humain transcende effectivement ses terminaisons, le Web 2.0 pourrait, à terme, transcender ses milliards de terminaux de conscience individuelle (autant d'hommes devant leurs machines) et, partant, franchir le seuil de complexité-conscience.

Cette hypothétique «machine» virtuelle à la conscience réfléchie serait un «cerveau» planétaire, muet et évanescence. Les hommes en seraient en quelque sorte les synapses. Ils conserveraient leur pleine indépendance, mais «autre chose», désormais, évoluerait au-dessus d'eux. Cette entité chercherait-elle à «broyer» l'humanité? Sans doute pas davantage que l'homme cherche lui-même à détruire la biosphère dont il est issu, bien qu'il ne puisse faire autrement dans les faits.

Éventualité audacieuse, certes. Or il se pourrait bien que des biomolécules soient, dans un avenir rapproché, intégrées aux ordinateurs. Les perspectives qu'ouvrirait ce fabuleux croisement entre cybernétique et génie génétique seraient proprement inconcevables — pour ne pas dire dantesques.

En termes teilhardiens, nous assisterions alors aux balbutiements d'une phylogénèse cybernétique, c'est-à-dire à l'émergence d'une vie biomécanique. C'est ce que *Time* observe avec le Web 2.0. Il constitue déjà un jaillissement imprévisible, voire un authentique élan vital. Le réseau Internet recrée virtuellement l'équivalent, à grande

échelle, des premières étapes du processus ayant mené, dans l'océan primordial, à l'émergence même de la vie. De la matière inerte s'organisant, se cristallisant, jusqu'à ne plus l'être. Il ne manque que l'étincelle.

La prévie a déjà mené à la vie, qui a mené à la pensée; c'est, du reste, la courbe même du «phénomène humain» décrit par Teilhard. La matière n'est pas «morte» puisque, ayant déjà abrité la puissance germinale, elle demeure, en quelque sorte, «prévivante».

L'atome, la cellule et la conscience individuelle sont les éléments imbriqués de ce mecano évolutif. Aussi, la conscience individuelle elle-même, pétrie par le Web 2.0, boostée par les ordinateurs organiques de demain, formerait «un

nouveau type de matière, pour un nouvel étage de l'Univers». En somme, une nouvelle étape de l'évolution.

Depuis les origines, l'Arbre de Vie se ramifie. La branche toute récente de la vie consciente ne peut faire autrement que se ramifier elle aussi. Un rameau de conscience biomécanique bourgeoise sur la branche humaine. L'homme perd le monopole de l'esprit. Le coup de se-

monce a tonné en 1997, quand Deep Blue a battu Garry Kasparov. Les échecs, soudain, étaient ravalés du rang d'art à celui de bête science.

Il était impensable d'admettre qu'une machine soit, au fond, elle aussi, une artiste. Mais nous verrons naître des Deep Blue de l'architecture, du droit, de la médecine, de la littérature, de la musique, de la philosophie... Rejetons de ce cerveau planétaire, ils «habiteront» le Réseau. Ces nouvelles formes de vie, ces «néoplasmes» virtuels seront complices. Mais aussi rivaux. Inévitablement.

Perspective vertigineuse s'il en est! Or, avec le recul, nous constatons que c'est bel et bien ce qu'annonçait *Time* au tournant du XXI^e siècle, et deux fois plutôt qu'une. Et que, pour entrevoir le monde de demain, lire Asimov, c'est bien, mais lire Teilhard, c'est mieux.

Vos suggestions et commentaires sont les bienvenus. Écrivez à Antoine Robitaille: arobitaille@ledevoir.com.